

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 24 septembre 1996, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "de préparation du Code des Sociétés", a donné le 15 décembre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 september 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot voorbereiding van het wetboek van Vennootschappen", heeft op 15 december 1997 het volgende advies gegeven :

Examen du texte en projet

I. Observations générales

1. En vertu de l'article 110, § 1er, de la loi du 13 avril 1995 modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, le Roi a le pouvoir de

"codifier et mettre en concordance toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives aux sociétés commerciales ou à forme commerciale et notamment :

- le livre Ier, titre IX, du Code de commerce;
- le livre III, titre IX, du Code civil;
- l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises;
- les lois relatives au registre de commerce coordonnées le 20 juillet 1964;
- l'arrêté royal du 31 mai 1991 relatif au registre central de commerce;
- la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;
- l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises;
- l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;
- l'arrêté royal du 6 mars 1990 relatif aux comptes consolidés des entreprises;
- l'arrêté royal du 18 septembre 1990 relatif aux obligations découlant de l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change du royaume;
- la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie;
- la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises;
- la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne;

.../...

- la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition;
- l'arrêté royal du 10 mai 1989 relatif à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse;
- l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés;
- l'arrêté royal du 9 janvier 1991 relatif au caractère public des opérations de sollicitation de l'épargne et à l'assimilation de certaines opérations à une offre publique;
- l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;
- l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille;
- la loi du 12 juillet 1979 créant la société agricole;
- la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique;
- la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique,

dans le but de grouper les textes dans un code des sociétés, de les harmoniser et d'en accroître la compréhension, sans toutefois y apporter de modification de fond."

L'article 110, § 2, de la même loi précise qu'"afin d'assurer cette codification, le Roi peut :

- 1° modifier la forme, notamment la syntaxe et le vocabulaire, la présentation, l'ordre et le numérotage de ces dispositions, les regrouper en titres, livres, chapitres, sections et paragraphes, le cas échéant en les dotant d'un intitulé;

.../...

- 2° adapter la rédaction de ces dispositions en vue d'assurer leur concordance et d'uniformiser leur terminologie;
- 3° remplacer les références aux autres articles des mêmes lois par le texte complet desdits articles, le cas échéant en les adaptant pour tenir compte des règles propres au type de société concernée;
- 4° mettre en concordance les références contenues dans les dispositions avec le nouveau numérotage et avec la législation en vigueur;
- 5° mettre en concordance les références aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales contenues dans les dispositions d'autres lois avec les adaptations y apportées en vertu de la présente habilitation."

2. En exécution de cette autorisation de codification, un projet de code des sociétés a été élaboré. Celui-ci se divise en quinze livres :

LIVRE I	: Dispositions introductives	art. 1er à 17
LIVRE II	: Dispositions communes à toutes les sociétés	art. 18 à 45
LIVRE III	: La société de droit commun, la société momentanée et la société interne	art. 46 à 55
LIVRE IV	: Dispositions communes aux personnes morales régies par ce code	art. 56 à 200

.../...

LIVRE V	: La société en nom collectif et la société en commandite simple	art. 201 à 209
LIVRE VI	: La société privée à responsabilité limitée	art. 210 à 349
LIVRE VII	: La société coopérative	art. 350 à 436
LIVRE VIII	: La société anonyme	art. 437 à 653
LIVRE IX	: La société en commandite par actions	art. 654 à 660
LIVRE X	: Les sociétés à finalité sociale	art. 661 à 668
LIVRE XI	: Restructuration de sociétés	art. 669 à 772
LIVRE XII	: La transformation des sociétés	art. 773 à 788
LIVRE XIII	: La société agricole	art. 789 à 838
LIVRE XIV	: Le groupement d'intérêt économique	art. 839 à 873
LIVRE XV	: Dispositions diverses et transitoires	art. 874 à 878

3. A ce stade, la section de législation du Conseil d'Etat n'est pas formellement saisie d'un projet d'arrêté de codification, mais seulement d'un avant-projet de loi "de préparation du code des sociétés" auquel le code des sociétés en projet est annexé, de manière à rendre compréhensible la lecture de la loi en projet. L'exposé des motifs justifie l'intervention du législateur par le fait qu'il est "apparu, au cours de l'élaboration de l'arrêté de codification, qu'il n'était pas possible de créer un Code logique, bien structuré et cohérent sans apporter la moindre modification de fond" (1).

Selon l'exposé des motifs, les changements proposés

"sont très limités. Ils n'ont en effet pas pour objectif de modifier fondamentalement les droits ou les obligations des personnes impliquées dans la vie des sociétés (associés, obligataires, administrateurs, travailleurs, ...), mais ne sont nécessaires que pour aboutir à un Code logique, bien structuré et cohérent." (2).

(1) Exposé des motifs, p. 1.

(2) Exposé des motifs, pp. 1-2.

L'avant-projet de loi se divise en trois chapitres dont le premier retient spécialement l'attention (1). Le chapitre premier (articles 2 à 106) groupe des dispositions que l'exposé des motifs classe en trois catégories selon la nature des modifications proposées :

a) d'abord, il y a des dispositions d'harmonisation qui se subdivisent en deux types :

- d'une part, celles qui introduisent les modifications "nécessaires pour donner forme à la nouvelle structure du droit des sociétés élaborée dans la Codification" (2) dont celles qui découlent de l'intégration du Livre III, Titre IX, du Code civil dans le code des sociétés;

(1) Le chapitre II (articles 107 à 119) apporte des modifications à trois lois particulières en vue de tenir compte de l'incidence du code des sociétés sur leur contenu. Les lois visées sont :

- la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie;
- la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;
- la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du règlement (CEE) n° 2137/85 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique.

Le chapitre III (articles 120 à 129) contient trois types de dispositions : des dispositions abrogeant des lois ou articles de lois repris dans le projet d'arrêté de codification; des dispositions transitoires et relatives à l'entrée en vigueur de l'avant-projet de loi; une disposition portant attribution de compétences.

(2) Exposé des motifs, p. 2.

.../...

- d'autre part, celles qui suppriment des "petites différences de régime qui ne sont pas justifiées par la nature propre ou par les caractéristiques de chaque forme de société" (1);
- b) ensuite, il y a des dispositions qui, reproduites jusqu'à présent dans des arrêtés royaux, sont "insérées dans le Code des sociétés en raison de leur importance. Ceci concerne particulièrement l'arrêté royal du 14 décembre 1991 ainsi qu'un certain nombre de dispositions du droit des comptes annuels" (2);
- c) enfin, il y a des modifications qui concernent "les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales qui doivent être lues autrement qu'à la lettre, selon une doctrine quasi unanime, ou bien être modifiées afin de mettre fin à des discussions doctrinales inutiles et de moindre importance" (3).

4. Le chapitre premier de l'avant-projet de loi présente une caractéristique particulière. Plutôt que de modifier formellement les dispositions existantes, les

(1) Ibidem, p. 2.

(2) Ibidem, p. 3. L'arrêté royal visé n'est pas celui du 14 décembre 1991 mais celui du 14 octobre 1991 relatif à la définition des notions de société mère et de société filiale pour l'application des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. L'erreur figure uniquement dans la version française de l'exposé des motifs.

(3) Ibidem, p. 6.

auteurs de l'avant-projet ont, en effet, choisi une méthode inédite consistant à proposer aux Chambres d'insérer directement chaque disposition nouvelle dans le projet d'arrêté royal de codification, sous le numéro d'article qui est le sien dans ledit arrêté. De cette façon, "les dispositions du Code des sociétés qui ne peuvent être créées que par une loi au sens formel sont proposées dans leur nouveau cadre "naturel", c'est-à-dire le Code des sociétés" (1).

L'exposé des motifs justifie le recours à cette technique en mettant l'accent sur le fait que la structure des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 (ci-après, les lois coordonnées), diffère fondamentalement de celle retenue pour le Code des sociétés. Et d'ajouter :

"Si, malgré cette différence, nous optons pour la "technique classique", nous devrions néanmoins insérer dans les lois coordonnées existantes les diverses modifications qui - il faut le répéter - ne trouvent leur origine que dans la nouvelle structure du "Code des sociétés". Cela pourrait s'avérer particulièrement difficile, et parfois même impossible, sur le plan juridico-technique. En outre, les textes devraient par après être à nouveau reformulés en vue de leur insertion cohérente dans le Code des sociétés" (2).

(1) Exposé des motifs, p. 6.

(2) Exposé des motifs, p. 6.

Invités à s'expliquer davantage sur la nécessité de recourir à la technique retenue par eux, les auteurs de l'avant-projet ont en outre avancé les arguments suivants (1) :

"Procéder par la voie d'une modification des textes existants, préparatoire à la codification, aurait notamment conduit à insérer dans les lois sur les sociétés les dispositions de nature réglementaire issus du droit comptable repris dans le Code en projet; l'ordonnancement propre aux lois coordonnées aurait rendu cette opération particulièrement délicate et sans rapport avec l'économie de ces lois. De même, il eût fallu modifier, de manière également incohérente, le Code civil, la loi du 17 juillet 1989 relative aux groupements d'intérêt économique et la loi du 12 juillet 1979 relative à la société agricole.

En outre, les dispositions du code en projet qui ne pourraient être intégrées telles quelles dans les textes existants auraient dû être à nouveau codifiées en vue de leur "réinsertion" dans le Code des sociétés avec le risque d'insécurité en ce qui concerne le respect de l'habilitation octroyée au Roi par l'article 110 de la loi précitée du 13 avril 1995 qui pourrait s'ensuivre.

Enfin, les modifications que le Parlement voudrait apporter aux dispositions de l'avant-projet de loi préparatoire du Code des sociétés pourront être faites de manière rationnelle et commode compte tenu de ce que les textes modifiés seront repris dans le code en projet sous la même forme et avec la numérotation indiquée dans l'avant-projet.

Dans l'hypothèse d'une modification des textes existants, les amendements que le Parlement entendrait apporter pourraient rendre nécessaire que soit revu l'ensemble de la codification dans un second temps,

(1) Cf. la lettre du 24 octobre 1996 adressée au bureau de coordination par les fonctionnaires délégués, MM. Ph. Hamer et J. Stephany.

processus de longue haleine qui entraînerait, outre les risques liés au respect de l'habilitation, une prolongation peu justifiable du standstill législatif."

5. Bien que les articles du chapitre premier de l'avant-projet de loi ne modifient pas formellement les dispositions existantes, ils les modifient cependant implicitement.

Il en résulte un manque de transparence auquel les auteurs de l'avant-projet doivent remédier en indiquant clairement les références de l'ensemble des dispositions existantes implicitement modifiées.

Ces mentions sont également particulièrement importantes pour l'élaboration de la table de concordance entre les dispositions existantes et les dispositions du Code des sociétés. En effet, lorsque l'avant-projet de loi modifie implicitement une disposition existante, il n'est plus possible d'établir une concordance entre cette disposition et celle qui est censée la reproduire dans le Code des sociétés. Dans ce cas, la concordance se fera entre d'une part, l'article de la loi "de préparation du Code des sociétés" qui intègre la disposition implicitement modifiée dans le code et d'autre part, l'article du code sous lequel la disposition est insérée.

Dans la même perspective, il incombe également aux auteurs de l'avant-projet d'intégrer dans celui-ci toutes les dispositions du Code des sociétés sur lesquelles les

.../...

modifications de fond introduites par l'avant-projet se répercutent (1).

Par conséquent, contrairement à la solution retenue dans le commentaire des articles 25, 39 et 50 de l'avant-projet de loi (2), lorsqu'une disposition du Code des

(1) Ces dernières excèdent autant que les premières l'habilitation donnée au Roi par l'article 110 de la loi du 13 avril 1995.

(2) A titre d'exemple, l'article 25 de l'avant-projet de loi introduit dans le Code des sociétés un article 269 qui est libellé comme suit :

"En même temps que la convocation à l'assemblée générale, il est adressé aux associés, commissaires et gérants une copie des documents qui doivent leur être transmis en vertu du présent Code.

Une copie de ces documents est également transmise sans délai et gratuitement aux autres personnes convoquées qui en font la demande."

Le commentaire de cet article est rédigé en ces termes :

"Cet article est nouveau. Il introduit une règle générale quant à la façon dont certaines pièces doivent être mises à la disposition des associés.

Cette disposition distingue d'une part les associés, commissaires et gérants et, d'autre part, les autres personnes (dont les obligataires) qui ont été convoquées à l'assemblée générale. Les premiers reçoivent une copie des pièces en question en même temps que la convocation, tandis que les seconds ne reçoivent les documents que s'ils en font la demande expresse.

Il sera constamment renvoyé à cette disposition dans la suite du livre VI. Plus précisément, tel sera le cas dans les articles 222, 283, 287, 288, 313 et 332 du Code des sociétés. Il importe de signaler que toutes ces dispositions sont elles aussi "nouvelles", mais seulement dans la mesure où elles renvoient à l'article 269 du Code. Pour cette raison, elles ne sont pas reprises dans ce projet de loi".

sociétés renvoie à une autre disposition de celui-ci qui a été intégrée dans l'avant-projet de loi, la disposition de renvoi doit, au même titre que la disposition auquel il est renvoyé, être intégrée dans l'avant-projet de loi.

A titre d'exemple, il convient d'intégrer l'article 222, alinéa 4, du code en projet (1) dans l'avant-projet de loi.

(1) L'article 222 du code en projet est libellé comme suit :

"Le rapport visé à l'article 220 mentionne le nom du propriétaire du bien que la société se propose d'acquérir, la description de ce bien, la rémunération effectivement attribuée en contrepartie de l'acquisition et les modes d'évaluation adoptés. Il indique si les estimations auxquelles conduisent ces modes d'évaluation correspondent au moins à la rémunération attribuée en contrepartie de l'acquisition.

Ce rapport est joint à un rapport spécial dans lequel l'organe de gestion expose, d'une part, l'intérêt que présente pour la société l'acquisition envisagée et, d'autre part, les raisons pour lesquelles, éventuellement, il s'écarte des conclusions du rapport annexé. Le rapport du reviseur et le rapport spécial de l'organe de gestion sont déposés au greffe du tribunal de commerce conformément aux articles 67 et 73.

Cette acquisition est soumise à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. Les rapports prévus à l'alinéa 2 sont annoncés dans l'ordre du jour.

Une copie de ces rapports est transmise conformément à l'article 269.

L'absence des rapports prévus par cet article entraîne la nullité de la décision de l'assemblée générale."

.../...

Cela permettra de rendre apparent le fait que cette disposition constitue une modification implicite de l'article 120quater, § 1er, alinéa 5, des lois coordonnées, dans la mesure où les mots "Une copie de ces rapports est transmise conformément à l'article 269" remplacent les mots "Tout associé a le droit d'obtenir gratuitement sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des rapports. Une copie des rapports est adressée en même temps que la convocation" (1).

De même, les auteurs de l'avant-projet ne peuvent se contenter d'introduire, à l'article 4 de l'avant-projet de loi, les articles 46 (2) et 48 (3) du code en projet qui insèrent dans celui-ci les notions nouvelles de "société de droit commun" et de "société interne". Ils sont également tenus d'intégrer dans l'avant-projet de loi tous les autres articles du code en projet sur lesquels ces notions ont un

(1) Comparez l'article 269 du Code en projet :

"En même temps que la convocation à l'assemblée générale, il est adressé aux associés, commissaires et gérants une copie des documents qui doivent leur être transmis en vertu du présent code.

Une copie de ces documents est également transmise sans délai et gratuitement aux autres personnes convoquées qui en font la demande."

(2) "La société de droit commun est une société à objet civil ou commercial qui ne bénéficie pas de la personnalité juridique."

(3) "La société interne est une société sans personnalité juridique par laquelle une ou plusieurs personnes s'intéressent dans les opérations qu'une ou plusieurs autres gèrent en leur propre nom."

.../...

impact; ils doivent aussi veiller à ce que la rédaction de ces dispositions soit, le cas échéant, adaptée de manière adéquate. Dans le cas présent, cette démarche implique concrètement que :

- a) les articles 2, §§ 1er et 4, alinéa 2 (1) ainsi que les articles 51 (2) et 52 (3) du code en projet doivent être intégrés dans l'avant-projet de loi, parce que la référence à la "société de droit commun" constitue une modification de fond implicite de l'article 2, alinéa 3,

(1) A propos de la rédaction de l'article 2 du code en projet, cf. infra.

(2) "Un des associés d'une société de droit commun ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir."

(3) "Les associés d'une société de droit commun sont tenus envers les tiers soit par parts viriles, lorsque l'objet de la société est civil, soit solidairement, lorsque cet objet est commercial. Il ne peut être dérogé à cette responsabilité que par une stipulation expresse de l'acte conclu avec les tiers."

des lois coordonnées (1) et des articles 1862 (2) et 1863 (3) du Code civil;

- b) les articles 2, § 1er et 54 du Code en projet doivent être intégrés dans l'avant-projet de loi, parce que la référence qu'ils font respectivement à la "société interne" et à "l'associé interne" constitue une modification de fond implicite des articles 2, alinéa 3, et 192, alinéa 2, des lois coordonnées;
- c) il y a lieu de tenir compte que le remplacement de la dénomination légale "association en participation" par "société interne" se répercute sur l'article 192, alinéa 2, des lois coordonnées, suivant lequel "Il n'y a, entre les tiers et le participant qui s'est tenu dans les termes d'une simple participation, aucune action directe". Les mots "participant" et "simple participation" auxquels se réfère cette disposition n'apparaissent

(1) "En l'absence du dépôt visé à l'alinéa précédent, une société à objet commercial qui n'est ni une société en formation, ni une association momentanée, ni une association en participation, est soumise aux règles du Code civil et, en cas de raison sociale, à l'article 17."

(2) "Un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir."

(3) "Les associés sont tenus envers les tiers, soit par parts viriles lorsque l'objet de la société est civil, soit solidairement lorsque cet objet est commercial. Il ne peut être dérogé à cette responsabilité que par une stipulation expresse de l'acte conclu avec le tiers."

sent plus pertinents. Or, l'article 54 du Code en projet dispose :

"Il n'y a, entre les tiers et l'associé interne qui s'est tenu dans les termes d'une simple participation, aucune action directe".

De telles incohérences doivent être corrigées.

II. Observations particulières

1. Une première lecture de l'avant-projet de loi et du Code en projet qui y est annexé a permis de relever l'existence de plusieurs problèmes de fond et de forme auxquels les auteurs de l'avant-projet doivent être attentifs.

A. Les problèmes de fond

2. Force est de constater que le Code des sociétés en projet annexé à l'avant-projet de loi contient de nombreuses dispositions qui excèdent l'habilitation donnée au Roi par l'article 110 de la loi du 13 avril 1995 mais qui n'ont cependant pas été intégrées dans l'avant-projet de loi. Ces dispositions peuvent être classées en quatre catégories, en fonction de leur objet :

- des dispositions harmonisent les règles existantes (1°);
- des dispositions simplifient les règles existantes (2°);

.../...

- des dispositions modifient la rédaction des règles existantes (3°);
- des dispositions introduisent des termes nouveaux (4°).

D'autres problèmes de fond concernent :

- l'insertion de dispositions nouvelles (5°);
- l'uniformisation de la terminologie (6°);
- l'élimination de discordances entre les versions française et néerlandaise des dispositions codifiées (7°);
- l'omission de dispositions existantes (8°).

1° Dispositions harmonisant les règles existantes

3. Dans le livre IV qui contient les dispositions communes aux sociétés dotées de la personnalité juridique, plusieurs dispositions procèdent implicitement à une harmonisation des règles existantes.

Les dispositions mentionnées ci-après sont citées à titre purement exemplatif; elles correspondent chacune à un type d'harmonisation spécifique :

- a) la seconde phrase de l'article 61 du code en projet (1) élève au rang de règle générale applicable à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique l'arti-

(1) "Les sociétés agissent par leurs organes dont les pouvoirs sont déterminés par le présent Code, l'objet social et les clauses statutaires. Les membres de ces organes ne contractent aucune responsabilité personnelle relative aux engagements de la société."

cle 61 des lois coordonnées qui concerne la seule société anonyme (1);

- b) l'article 63 du code en projet (2) rend applicable à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique une règle qui n'est expressément formulée qu'à l'endroit de la société anonyme (L.C.S.C., article 67, alinéa 1er (3)), de la société agricole (loi du 12 juillet 1979, article 22, alinéa 2 (4)) et du groupement d'intérêt économique (loi du 17 juillet 1989, article 12, § 1er, alinéa 3 (5)), en ce qui concerne le mode

-
- (1) "Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société."
- (2) "A défaut de dispositions statutaires, les règles ordinaires des assemblées délibérantes s'appliquent aux collèges et assemblées prévus par le présent code, sauf si celui-ci en dispose autrement."
- (3) "Les administrateurs forment un collège qui délibère suivant les dispositions des statuts et, à défaut de telles dispositions, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes."
- (4) "Les statuts peuvent également stipuler que les associés gérants constituent un collège qui prend ses décisions de la manière prévue par les statuts ou, à défaut de dispositions statutaires en la matière, suivant les règles en usage dans les assemblées délibérantes. Chaque associé gérant dispose d'une seule voix au sein de ce collège."
- (5) "S'il y a plusieurs gérants, ils forment un collège qui délibère suivant le mode établi par le contrat, et à défaut de disposition à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes."

.../...

de délibération, respectivement, des administrateurs, des associés gérants et des gérants;

L'on s'étonne que les auteurs de l'avant-projet n'aient pas inséré ce type de disposition dans l'avant-projet de loi alors qu'ils y ont pensé pour l'article 62 du code en projet qui élève le principe selon lequel celui qui opère au nom d'une société doit préciser en quelle qualité il agit, au rang d'un principe général applicable à toutes les sociétés disposant de la personnalité juridique (1);

- c) des articles du code en projet rendent applicables au groupement d'intérêt économique des dispositions des lois coordonnées qui ne sont pas expressément énoncées à l'égard de cette société, tantôt en raison de l'absence d'un renvoi formel de la loi du 17 juillet 1989 aux lois coordonnées, tantôt en raison de l'absence

(1) Cf. l'article 7 de l'avant-projet de loi qui introduit dans le code des sociétés l'article 62 libellé comme suit : "Les personnes qui représentent une société doivent, dans tous les actes engageant la responsabilité de cette société, faire précéder ou suivre immédiatement leur signature de l'indication de la qualité en vertu de laquelle elles agissent".

Selon le commentaire dudit article, "ce principe valait déjà pour les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions, les sociétés privées à responsabilité limitée et les groupements d'intérêt économique (voyez les articles 83, 107 et 138bis, dernier alinéa L.C.S. et l'article 12, § 4, de la loi sur les groupements d'intérêt économique)".

.../...

de dispositions similaires à celles des lois coordonnées dans la loi du 17 juillet 1989 elle-même.

Il en est ainsi de l'article 77 du code en projet (1) qui reproduit, moyennant certaines adaptations, l'article 13, alinéa 2, des lois coordonnées (2), qui est applicable à toutes les sociétés régies par les lois coordonnées ainsi qu'à la société agricole, en vertu de l'article 11, alinéa 4, de la loi du 12 juillet 1979. De même, l'article 74, 4^o, alinéa 2, du code en pro

-
- (1) "L'accomplissement des formalités de publicité relatives aux personnes qui ont le pouvoir d'administrer et de représenter les sociétés, et relatives à l'étendue de leurs pouvoirs et à la façon de les exercer, rend toute irrégularité dans leur nomination inopposable aux tiers, à moins que la société ne prouve que ces tiers en avaient connaissance.".
- (2) "L'accomplissement des formalités de publicité relatives aux personnes qui, en qualité d'organe, ont le pouvoir d'engager les sociétés, rend toute irrégularité dans leur nomination inopposable aux tiers, à moins que la société ne prouve que ces tiers en avaient connaissance.".

.../...

jet (1) prévoit des mentions que doivent contenir non seulement l'extrait de la décision judiciaire passée en force de chose jugée ou exécutoire par provision prononçant la nullité d'une modification des statuts, mais aussi l'extrait de la décision judiciaire réformant le jugement exécutoire par provision précité. Or, ces mentions ne sont nullement prévues par la loi du 17 juillet 1989 (2).

L'application de ces dispositions des lois coordonnées au groupement d'intérêt économique ne peut pas davantage être justifiée par le fait que la loi du

(1) L'article 74, 4^o, du code en projet est libellé comme suit :

"4^o l'extrait de la décision judiciaire passée en force de chose jugée ou exécutoire par provision prononçant la nullité d'une modification des statuts, de même que l'extrait de la décision judiciaire réformant le jugement exécutoire par provision précité.

Cet extrait contiendra :

- a. la dénomination sociale et le siège de la société;
- b. la date de la décision et la juridiction qui l'a prononcée."

(2) L'article 8, § 1er, 7^o, de cette loi prévoit seulement que doit être déposé et publié conformément à l'article 7 : "l'extrait de la décision judiciaire passée en force de chose jugée ou exécutoire par provision prononçant la dissolution ou la nullité du groupement ou prononçant la nullité des modifications au contrat, de même que l'extrait de la décision judiciaire réformant le jugement exécutoire par provision précité."

.../...

13 avril 1995 qualifie celui-ci de "société". En effet, les travaux préparatoires indiquent que cette qualification a seulement "pour intérêt de renforcer la sécurité juridique et de combler un vide juridique en confirmant l'application au G.I.E. des dispositions du Code civil relatives aux sociétés" (1).

La non-intégration de ce type de disposition dans l'avant-projet de loi est d'autant plus frappante que les auteurs de celui-ci ont pris le soin d'y intégrer l'article 182 du code en projet qui reproduit l'article 177sexies des lois coordonnées relatif à la dissolution judiciaire des sociétés qui ne sont plus actives (2).

- d) des articles rendent aussi applicables à la société agricole des dispositions des lois coordonnées qui ne sont pas expressément énoncées vis-à-vis de cette société, tantôt en raison de l'absence d'un renvoi formel de la loi du 12 juillet 1979 aux lois coordonnées, tantôt en raison de l'absence de dispositions

(1) Doc. parl., Sénat, Rapport fait au nom de la commission spéciale (sociétés commerciales) par MM. Vandenberghe, Stroobant et Laverge, session 1993-1994, n° 1086/2, p. 337.

(2) Cf. l'article 15 de l'avant-projet de loi. Selon le commentaire de cet article, il n'est nouveau que pour les groupements d'intérêt économique. Depuis que la loi du 13 avril 1995 reconnaît ces derniers en tant que sociétés, rien n'empêche que la possibilité de dissoudre judiciairement une société "dormante" leur soit étendue.

similaires à celles des lois coordonnées dans la loi du 12 juillet 1979 elle-même.

Il en est ainsi de l'article 75, § 2, du code en projet (1), qui reproduit l'article 12, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées, et qui n'a pas d'équivalent dans la loi du 12 juillet 1979 (2). Il en est de même de l'article 73, alinéa 2, du Code en projet (3), qui reproduit l'article 10, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées, et qui n'a pas d'équivalent dans la loi du 12 juillet 1979 (4).

- e) L'article 69 du code en projet relatif aux mentions obligatoires de l'extrait de l'acte constitutif des

(1) L'article 75, § 2, du code en projet est libellé comme suit : "Une mention aux Annexes du Moniteur belge publiée conformément aux articles précédents, indique l'objet des actes dont le dépôt est prescrit par le § 1er."

(2) Voyez spécialement l'article 11, alinéas 3 et 4, de cette loi.

(3) L'article 73 du code en projet est libellé comme suit :
"La publication a lieu dans les Annexes du Moniteur belge dans les 15 jours du dépôt, à peine de dommage-intérêts contre les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard serait imputable.

Le Roi désigne les fonctionnaires qui recevront les actes ou extraits d'actes et détermine la forme et les conditions du dépôt et de la publication."

(4) Voyez spécialement l'article 11, alinéas 1er et 4, de cette loi.

sociétés (1) supprime des petites différences existant entre les différentes sociétés. Ainsi, l'alinéa 1er, 2^o prévoit que l'extrait de l'acte constitutif doit contenir "la désignation précise du siège social". Or cette exigence est seulement formulée par l'article 9, alinéa 1er, 4^o, des lois coordonnées, à l'endroit de la société anonyme et de la société en commandite par actions. Elle est totalement nouvelle à l'égard de la société en nom collectif et la société en commandite simple (2) et elle est plus sévère que celle actuellement mentionnée vis-à-vis de la société privée à responsabilité limitée et de la société coopérative (3).

2^o Dispositions simplifiant les règles existantes

9. L'article 65 du Code en projet est un exemple remarquable de simplification des règles existantes. Il dispose :

"Chaque société est désignée par une dénomination sociale qui doit être différente de celle de toute autre société.

Si elle est identique, ou si la ressemblance peut induire en erreur, tout intéressé peut la faire modifier et réclamer des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

(1) Cette disposition s'applique à toutes les sociétés, à l'exception des groupements d'intérêt économique.

(2) Cf. article 7, a), des lois coordonnées.

(3) Cf. article 7, b), 3^o, des lois coordonnées, qui exige sans autre précision l'indication du siège social.

Les fondateurs, ou en cas de modification ultérieure de la dénomination sociale, les membres de l'organe de gestion sont tenus solidairement envers les intéressés des dommages-intérêts visés à l'alinéa 2." (1).

Selon son commentaire, "cet article est inspiré par les articles 19, 28, 106, 117 et 143 L.C.S. et par l'article 10 loi G.I.E.". Le Rapport au Roi est, pour sa part plus, explicite; il y est précisé ce qui suit :

"Le Titre 4 (2) traite de la dénomination des sociétés. La distinction autrefois établie entre la raison sociale et la dénomination particulière a perdu beaucoup de son importance au cours des années. Cette situation est déjà apparue clairement lorsque le législateur de 1935 a laissé le choix entre les deux appellations pour les S.P.R.L. et a ainsi démontré qu'il n'y avait plus de lien entre le nom personnel que l'on pouvait utiliser et le régime de responsabilité de la forme sociétaire à laquelle on avait recours. Cette distinction était par ailleurs l'objet de solides pratiques "contra legem" : les sociétés anonymes utilisent fréquemment une raison sociale (Comparez article 27 L.C.S.), alors que des sociétés en nom collectif ont recours à un nom de fantaisie (Comparez article 15 L.C.S.).

C'est pourquoi il est désormais fait référence au terme de "dénomination sociale."

-
- (1) Le commentaire du code en projet n'indique nulle part l'origine de cet alinéa 3; en outre, les termes "niettegenstaande elk daarmee strijdig bedwing" n'ont pas d'équivalent dans le texte français.
- (2) Titre sous lequel figure un article unique, l'article 65.

.../...

L'action en vue de sanctionner la confusion en matière de la dénomination n'était auparavant réglementée par les lois coordonnées que pour la S.A. (article 28 ancien L.C.S.) et la S.P.R.L. (article 117 ancien L.C.S.). Elle reçoit désormais une portée générale."

En résumé, l'article 65 du code en projet procède à l'abolition de la distinction entre raison sociale et dénomination sociale; il retient désormais le seul terme de "dénomination sociale". Cette simplification constitue une modification implicite de plusieurs dispositions des lois coordonnées, à savoir :

- pour la société en nom collectif, l'article 16 (1) qui est d'ailleurs omis du code en projet;
- pour la société en commandite simple, l'article 19 (2) qui est également omis du code en projet;

(1) "Les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale."

(2) "La raison sociale comprend nécessairement le nom d'un ou de plusieurs associés commandités."

Le nom d'un associé commanditaire ne peut faire partie de la raison sociale."

- pour la société anonyme, l'article 28 (1);
- pour la société en commandite par actions, l'article 106 (2);
- pour la société privée à responsabilité limitée, l'article 117 (3);

-
- (1) "La société anonyme est qualifiée par une dénomination particulière ou par la désignation de l'objet de son entreprise.

Cette dénomination ou désignation doit être différente de celle de toute autre société.

Si elle est identique, ou si sa ressemblance peut induire en erreur, tout intéressé peut la faire modifier et réclamer des dommages-intérêts, s'il y a lieu."

- (2) "La société existe sous une raison sociale qui ne comprendra que le nom d'un ou plusieurs associés responsables. Il peut y être ajouté une dénomination particulière ou la désignation de l'objet de son entreprise."

- (3) "La société privée à responsabilité limitée est qualifiée par une dénomination particulière ou par la désignation de l'objet de l'entreprise; elle peut l'être aussi sous une raison sociale comprenant le nom d'un ou de plusieurs associés.

La dénomination ou désignation doit en tout cas être différente de celle de toute autre société.

Si elle est identique ou si sa ressemblance peut induire en erreur, tout intéressé peut la faire modifier et réclamer des dommages-intérêts s'il y a lieu."

.../...

- pour la société coopérative, l'article 143 (1).

Par ailleurs, cette simplification devrait en bonne logique aboutir à la suppression de toute référence à la raison sociale dans le code en projet. Or ce n'est pas le cas : plusieurs articles du Code en projet utilisent encore ce terme. Il en est ainsi des articles 2, § 4, ali-

(1) "La société coopérative n'existe pas sous une raison sociale; elle est qualifiée par une dénomination particulière. Cette dénomination doit être différente de celle de toute autre société. Si elle est identique ou si sa ressemblance peut induire en erreur, tout intéressé peut la faire modifier et réclamer des dommages et intérêts s'il y a lieu. La société doit être composée de trois personnes au moins."

néa 2 (1), 70, 7^o (2), 201 (3), 207, § 2, alinéa 2 (4), 656, alinéa 2 (5) et 760, § 2, a) (6), du Code en projet.

-
- (1) L'article 2, § 4, du code en projet est libellé comme suit :

"La personnalité juridique n'est attribuée qu'à partir du jour où l'extrait visé à l'article 68 est déposé.

En l'absence du dépôt visé à l'alinéa premier, une société à objet commercial qui n'est ni une société en formation, ni une société momentanée, ni une société interne, est soumise aux règles concernant la société de droit commun et, en cas de raison sociale, à l'article 204."

- (2) L'extrait du contrat constitutif des groupements d'intérêt économique contient : "7^o la nature et la valeur des apports éventuels, ainsi que les nom, raison sociale ou dénomination des membres apporteurs (...)".
- (3) "La société en nom collectif est celle que contractent des associés responsables et solidaires et qui a pour objet social d'exercer une activité civile ou commerciale sous une raison sociale." Cet article est une reprise de l'article 15 des lois coordonnées.
- (4) "Il (l'associé commanditaire) est tenu solidairement à l'égard des tiers, même des engagements auxquels il n'aurait pas participé, s'il a habituellement géré les affaires de la société ou si son nom fait partie de la raison sociale." Cet alinéa est une reprise de l'article 23, alinéa 2, des lois coordonnées.
- (5) L'article 656 est libellé comme suit :
- "La dénomination sociale de la société ne peut comprendre le nom d'un actionnaire commanditaire.
- L'actionnaire commanditaire que prend la signature sociale autrement que par procuration ou dont le nom figure dans la raison sociale devient, vis-à-vis des tiers, solidairement responsable des engagements de la société."
- (6) "la forme, la dénomination ou la raison sociale, l'objet et le siège social des sociétés participant à l'apport ...;".

3° Dispositions modifiant la rédaction des règles existantes

10. De nombreuses dispositions du code en projet modifient la rédaction, tantôt en ajoutant ou en omettant un ou plusieurs mots, tantôt en procédant à une reformulation plus ou moins profonde, sans que les modifications apparaissent justifiables par l'unité de présentation des dispositions codifiées. De telles modifications excèdent l'habilitation légale de codification, même si elles ne sont pas susceptibles d'altérer la portée des dispositions concernées.

a) L'ajout de mot(s)

L'ajout de mot(s) précise souvent les règles existantes. Il en est ainsi de l'article 758 du code en projet qui prévoit que "la scission mixte s'effectue conformément aux sections 1, pour ce qui concerne les sociétés bénéficiaires et 2, pour ce qui concerne les sociétés nouvelles". Les mots "pour ce qui concerne les sociétés bénéficiaires" et "pour ce qui concerne les sociétés nouvelles" sont ajoutés. Cet ajout qui apporte une précision au texte originel de l'article 174/52, § 1er, des lois coordonnées (1), constitue une modification de fond qui n'est pas admissible.

(1) Article 174/52, § 1er : "L'opération par laquelle, par suite de sa dissolution sans liquidation, une société transfère à une ou plusieurs sociétés existantes et à une ou plusieurs sociétés qu'elle constitue, l'intégralité de son patrimoine, activement et passivement, moyennant l'attribution aux actionnaires ou associés de la société scindée d'actions ou de parts des sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission se réalise conformément aux articles 174/26 à 174/44 et aux articles 174/45 à 174/51."

b) L'omission de mot(s)

L'omission de mots allège généralement la rédaction des dispositions existantes. Il en est ainsi de l'article 174 du Code en projet (1) qui reproduit l'article 13quater, § 2, des lois coordonnées (2), moyennant certaines adaptations dont l'omission des mots "par application de l'article 4 ou de l'article 13ter, alinéa 1er, 1° ou 2°" et des mots "par la société ou par un associé".

c) Le remplacement de mot(s)

L'habilitation légale de codification ne permet pas de procéder à un remplacement de mots en vue de tenir compte de l'incidence indirecte d'une modification légale intervenue dans une loi que le Roi n'est pas habilité à codifier. Cette remarque s'applique spécialement à l'article 493, alinéa 5, du Code en projet (3). Cette disposition remplace

(1) "La nullité pour vice de forme d'une société ne peut être opposée aux tiers, même par voie d'exception, à moins qu'elle n'ait été constatée par une décision judiciaire publiée conformément à l'article 173."

(2) "La nullité pour vice de forme, par application de l'article 4 ou de l'article 13ter, alinéa 1er, 1° ou 2°, d'une société dotée de la personnalité juridique, ne peut être opposée par la société ou par un associé aux tiers, même par voie d'exception, à moins qu'elle n'ait été constatée par une décision judiciaire publiée conformément au paragraphe 1er."

(3) "L'inscription doit être renouvelée, à la diligence et sous la responsabilité des administrateurs, avant l'expiration de la vingt-neuvième année. A défaut de renouvellement par la société, tout obligataire a le droit de renouveler l'inscription."

les mots "quatorzième année" utilisés à l'article 97 des lois coordonnées par les mots "vingt-neuvième année". Selon le commentaire de l'article en projet (1), ce remplacement vise à tenir compte de la modification de la disposition qui a servi de base à la détermination du délai dans lequel l'inscription hypothécaire doit être renouvelée. L'article 90, alinéa 1er, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, remplacé par la loi du 10 octobre 1913 et modifié par la loi du 4 août 1992 dispose en effet : "Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant trente années à compter du jour de leur date; leur effet cesse si les inscriptions n'ont pas été renouvelées avant l'expiration de ce délai" (2). Ce remplacement de mots excède cependant l'habilitation légale de codification, dans la mesure où celle-ci ne permet pas de remédier au fait que lors de l'adoption de la loi du 4 août 1992, le législateur a omis de mettre en concordance le délai de l'article 97 des lois coordonnées avec le nouveau délai mentionné à l'article 90, alinéa 1er, de la loi hypothécaire. La remarque vaut également pour l'article 246, alinéa 5, du code en projet, relatif à la société privée à responsabilité limitée.

(1) "Cet article reprend l'article 97 des L.C.S.C. qui régit l'hypothèse où une hypothèque est constituée pour sûreté d'un emprunt. Il prescrit entre autres le renouvellement de l'inscription avant l'expiration de la quatorzième année, conformément à ce que prévoyait l'article 90 ancien de la loi hypothécaire. Or cet article a été modifié par la loi du 4 août 1992. Il n'exige un renouvellement d'inscription qu'au bout de trente années. L'article 493 a dès lors adapté l'article 97 des L.C.S.C. en fonction de cette modification législative."

(2) Avant sa modification par la loi du 4 août 1992, l'article 90 prévoyait un délai de quinze années.

L'habilitation légale de codification ne permet pas davantage de remplacer la dénomination légale "association momentanée" par "société momentanée". En l'absence d'une habilitation légale en ce sens, ce type de modification requiert une intervention du législateur. Les auteurs de l'avant-projet l'ont d'ailleurs bien compris en ce qui concerne la modification de la dénomination légale de "l'association en participation". On s'étonne dès lors qu'ils n'adoptent pas une démarche similaire dans le cas présent.

Par ailleurs, les auteurs de l'avant-projet ont intégré dans celui-ci les articles 263 et 528 du code en projet (1), respectivement applicables à la société privée à responsabilité limitée et à la société anonyme. Ces deux

-
- (1) L'article 263 du code des sociétés, inséré dans ledit code par l'article 22 de l'avant-projet de loi, est libellé comme suit :

"Les gérants sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers les tiers, de tous dommages et intérêts résultant d'infractions aux dispositions du présent Code ou des statuts sociaux.

Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance."

L'article 528 du code des sociétés, inséré dans ledit code par l'article 23 de l'avant-projet de loi, est libellé comme suit :

"Les administrateurs sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers les tiers, de tous dommages et intérêts résultant d'infractions aux dispositions du présent code ou des statuts sociaux.

Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance."

.../...

dispositions contiennent une modification de fond consistant dans le remplacement des mots "infractions aux dispositions du présent titre" (1) par les mots "infractions aux dispositions du présent code". En effet, les mots "infractions aux dispositions du présent titre" ne visent que les infractions aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales alors que les mots "infractions aux dispositions du présent code" visent les infractions non seulement aux lois coordonnées mais aussi aux dispositions du Code civil et des autres lois qui sont reproduites dans le Livre II du code en projet.

Cependant, les auteurs de l'avant-projet ont perdu de vue que la même modification se retrouve :

- à l'article 408, alinéa 2, du code en projet, lequel - hormis le remplacement des mots "infractions aux dispositions du présent titre" (1) par les mots "infractions aux dispositions du présent Code" - reproduit littéralement le texte de l'article 62 des lois coordonnées auquel renvoie l'article 158, 1^o, des mêmes lois;

(1) Cf. l'article 62, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en vertu duquel "Ils (les administrateurs) sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers les tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions du présent titre ou des statuts sociaux".

- aux articles 142 (1) et 144, alinéa 1er, 5° et 6° (2), du code en projet relatifs au contrôle des commissaires.

-
- (1) L'article 142 énonce : "Le contrôle dans les sociétés de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du présent code et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels doit être confié à un ou plusieurs commissaires."

Le mot "Code" remplace le mot "titre" utilisé à l'article 64, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées, en vertu duquel "Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du présent titre et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels doit être confié à un ou plusieurs commissaires."

- (2) L'article 144, alinéa 1er, 5° et 6°, du code en projet prévoit que le rapport des commissaires concernant les comptes annuels doit contenir entre autres : "5° si la répartition des bénéfices proposée à l'assemblée est conforme aux statuts et au présent code; 6° s'ils n'ont point eu connaissance d'opérations conclues ou de décisions prises en violation des statuts ou du présent Code (...)" . Comme dans l'article 142 du code en projet, le mot "Code" remplace le mot "titre" utilisé à l'article 65, alinéa 1er, 5° et 6°, des lois coordonnées. Cette disposition prévoit en effet que : "Les commissaires rédigent en vue de l'assemblée générale un rapport écrit et circonstancié qui indique spécialement : 5° si la répartition des bénéfices proposée à l'assemblée est conforme aux statuts et au présent titre; 6° s'ils n'ont point eu connaissance d'opérations conclues ou de décisions prises en violation des statuts ou du présent titre (...)" .

.../...

La même remarque s'applique mutatis mutandis aux articles 819, alinéa 2, et 860, alinéa 2, du code en projet (1) qui concernent respectivement la société agricole et le groupement d'intérêt économique.

-
- (1) Selon son commentaire, l'article 819 est une reprise de l'article 24 de la loi du 12 juillet 1979 créant la société agricole. Or contrairement à l'article 24, alinéa 2, de cette loi qui instaure un régime de responsabilité solidaire en cas "d'infractions aux dispositions de la présente loi (c'est-à-dire de la loi du 12 juillet 1979 créant la société agricole) ou des statuts", l'article 819, alinéa 2, du code en projet énonce : "Ils (les associés gérants) sont solidairement responsables envers les tiers de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions du présent code ou des statuts."

Quant à l'article 860, son commentaire mentionne qu'il est une reprise de l'article 12, § 3, de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique. Or contrairement à l'article 12, § 3, alinéa 2, de cette loi qui instaure un régime de responsabilité solidaire en cas "d'infractions aux dispositions de la présente loi (c'est-à-dire de la loi précitée du 17 juillet 1989) ou du contrat", l'article 860, alinéa 2, du code en projet dispose : "Ils (les gérants) répondent solidairement envers les tiers de tout dommage résultant d'infractions aux dispositions du présent code ou du contrat."

.../...

d) La reformulation plus ou moins profonde

Les articles 696 (1) et 804 (2) du Code en projet constituent deux cas exemplaires de reformulation plus ou moins profonde des dispositions existantes, en l'espèce respecti-

-
- (1) "Les organes d'administration de chacune des sociétés concernées par la fusion sont tenus d'informer l'assemblée générale de leur société ainsi que les organes d'administration de toutes les autres sociétés concernées par la fusion de toute modification importante du patrimoine actif et passif intervenue depuis la date de l'établissement du projet de fusion.

Les organes d'administration qui ont reçu cette information sont tenus de la communiquer à l'assemblée générale de leur société."

Voyez aussi les articles 709, 732 et 747 du code en projet qui sont reformulés de la même manière que le présent article.

- (2) "Les parts ne peuvent être transmises pour cause de mort ou cédées entre vifs qu'avec l'agrément de tous les associés gérants, d'une part, et de la majorité des associés commanditaires, d'autre part, et selon les dispositions de l'article 824.

Sauf dispositions plus restrictives des statuts, cet agrément n'est pas requis lorsque les actions sont transmises ou cédées :

- 1° à un associé;
- 2° au conjoint du cédant;
- 3° aux ascendants directs;
- 4° aux descendants en ligne directe et leurs alliés, y compris les enfants adoptifs et les enfants du conjoint."

.../...

vement l'article 174/3, § 3, des lois coordonnées (1) et l'article 15 de la loi du 12 juillet 1979 créant la société

-
- (1) "L'organe chargé de l'administration de chacune des sociétés absorbées est tenu d'informer l'assemblée générale de sa société ainsi que l'organe chargé de l'administration de la société absorbante et, le cas échéant, celui des autres sociétés absorbées de toute modification importante du patrimoine actif et passif intervenue entre la date de l'établissement du projet de fusion et la date de la réunion de l'assemblée générale de chaque société absorbée ou la date de la réunion de l'assemblée générale de la société absorbante. L'organe chargé de l'administration de la société absorbante ou d'une société absorbée qui a reçu cette information est tenu de la communiquer à l'assemblée générale.

L'organe chargé de l'administration de la société absorbante est tenu d'informer l'assemblée générale de sa société ainsi que l'organe chargé de l'administration de chaque société absorbée de toute modification importante du patrimoine actif et passif intervenue entre la date d'établissement du projet de fusion et la date de la réunion de l'assemblée générale de chaque société absorbée appelée à se prononcer sur la fusion. L'organe chargé de l'administration de chaque société absorbée qui a reçu cette information, est tenu de la communiquer à l'assemblée générale."

.../...

agricole (1). Ce type de reformulation qui témoigne d'un effort de clarté des auteurs du projet n'en est pas moins condamnable au regard de l'habilitation de codification.

L'on relèvera que plusieurs reformulations inadmissibles sont présentées dans le commentaire du Code en projet comme étant des articles "inspirés" des dispositions existantes. Les auteurs de l'avant-projet devront donc particulièrement veiller à revoir l'ensemble des dispositions qui font l'objet d'un tel commentaire.

4° Dispositions introduisant des termes nouveaux

11. Certains articles et intitulés de rubrique du Code en projet contiennent des termes dont on ne relève pas l'existence dans les textes en vigueur qui servent de base

(1) "Sauf dispositions plus restrictives des statuts, les parts ne peuvent se transmettre pour cause de mort et ne peuvent être cédées entre vifs que :

- à un associé;
- au conjoint du cédant;
- aux ascendants directs;
- aux descendants en ligne directe et leurs alliés, y compris les enfants adoptifs et les enfants du conjoint.

Elles ne peuvent être transmises ou cédées à des personnes autres que celles visées dans l'alinéa précédent qu'avec l'agrément de tous les associés gérants, d'une part, et de la majorité des associés commanditaires, d'autre part, et selon les dispositions de l'article 26, § 1er".

.../...

à la codification. Ces termes sont dès lors nouveaux et ne peuvent être introduits que moyennant l'intervention du législateur. Tel est spécialement le cas des termes suivants :

- les mots "apports en biens" et "apports en service" utilisés à l'article 842 (1) qui reformule l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 17 juillet 1989 (2);
- les mots "désignation commune" utilisés dans le texte français des articles 47 (3) et 204 (4) du code en projet, en remplacement des mots "raison sociale";

-
- (1) "Le contrat de constitution d'un groupement peut prévoir l'obligation pour les membres ou pour certains d'entre eux de faire des apports en numéraire ou des apports en biens ou en services, ci-après apports en nature."
 - (2) "Le contrat peut prévoir l'obligation pour les membres ou pour certains d'entre eux de faire des apports en numéraire, en nature ou en industrie."
 - (3) "La société momentanée est une société sans personnalité juridique qui a pour objet de traiter, sans désignation commune, une ou plusieurs opérations de commerce déterminées."
Pour sa part, l'article 175, alinéa 1er, des lois coordonnées dispose : "L'association momentanée est celle qui a pour objet de traiter, sans raison sociale, une ou plusieurs opérations de commerce déterminées."
 - (4) "Les associés en nom collectif sont solidaires pour tous les engagements de la société, encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu que ce soit sous la désignation commune."
L'article 17 des lois coordonnées prévoit quant à lui : "Les associés en nom collectif sont solidaires pour tous les engagements de la société, encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu que ce soit sous la raison sociale."

.../...

- les mots "scission mixte" définis à l'article 675 (1) qui reformule l'article 174/52, § 1er, des lois coordonnées (2), et utilisés à l'article 758 du code en projet ainsi que dans l'intitulé de la section 3 du chapitre 3 du titre 2 du Livre XI (3);
- le mot "quasi-apport" utilisé comme intitulé :
 - de la section 3 du chapitre 2 du titre 2 du Livre VI et chapeautant les articles 220 à 222;
 - de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre 1er du titre 2 du livre VII et chapeautant l'article 396;
 - de la section 3 du chapitre 2 du titre 2 du livre VIII et chapeautant les articles 445 à 447.

(1) "La scission mixte est l'opération par laquelle, par suite de sa dissolution sans liquidation, une société transfère à une ou plusieurs sociétés existantes et à une ou plusieurs sociétés qu'elle constitue, l'intégralité de son patrimoine, activement et passivement, moyennant l'attribution aux associés de la société dissoute d'actions ou de parts des sociétés bénéficiaires."

(2) "L'opération par laquelle, par suite de sa dissolution sans liquidation, une société transfère à une ou plusieurs sociétés existantes et à une ou plusieurs sociétés qu'elle constitue, l'intégralité de son patrimoine, activement et passivement, moyennant l'attribution aux actionnaires ou associés de la société scindée d'actions ou de parts des sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission se réalise conformément aux articles 174/26 à 174/44 et aux articles 174/45 à 174/51."

(3) "Procédure de scission mixte".

5° L'insertion de dispositions nouvelles

12. Deux types de dispositions nouvelles sont insérées dans le Code en projet :

- a) les premières constituent une généralisation d'une règle particulière. Il en est ainsi de l'article 664 du code en projet en vertu duquel "Sous réserve des dispositions du présent livre, les sociétés à finalité sociale sont régies par les dispositions applicables à la forme de société choisie". Cette règle se déduit implicitement de l'article 164bis, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées, suivant lequel "Le rapport spécial visé au 6° sera intégré au rapport de gestion devant être établi conformément aux articles 77, 107, 137 et 158".

Ce type de disposition excède l'habilitation de codification;

- b) les secondes énoncent expressément une règle implicite qui se déduit entièrement des règles existantes ou de la volonté du législateur telle qu'elle se dégage des travaux préparatoires.

.../...

Il en est ainsi des articles 669 (1), 773 (2) et 827 (3) du Code en projet qui déterminent le champ d'application d'une partie déterminée de celui-ci. Il en est de même

-
- (1) L'article 669 du code en projet détermine le champ d'application du livre XI relatif aux restructurations de sociétés : "Ce livre s'applique à toutes les personnes morales régies par ce code, à l'exception des sociétés agricoles et des groupements d'intérêt économique.". Le champ d'application de ce Livre se déduit : d'une part, des dispositions actuelles des lois coordonnées qui visent seulement l'ensemble des sociétés régies par ces lois; d'autre part, des lois des 12 juillet 1979 et 17 juillet 1989 relatives aux sociétés agricoles et aux groupements d'intérêt économique qui ne contiennent aucune disposition de renvoi aux dispositions des lois coordonnées pertinentes en la matière.
- (2) L'article 773 du code en projet définit le champ d'application du livre XII relatif à la transformation des sociétés : "Ce livre s'applique à toutes les personnes morales régies par ce code, à l'exception des sociétés agricoles et des groupements d'intérêt économique.". Cet article n'est nouveau que sur le plan formel. En effet, la règle qu'il exprime se déduit des articles 165 à 174 des lois coordonnées qui ne visent que les sociétés dotées de la personnalité juridique, régies par les lois coordonnées.
- (3) "Les chapitres 6 et 7 du livre IV ne sont pas applicables aux sociétés agricoles.". Selon son commentaire, "Cet article découle de la nature de la société agricole à laquelle les dispositions relatives aux comptes annuels consolidés, à l'information occasionnelle et semestrielle et au contrôle par les commissaires ne sont pas applicables. Les chapitres 6, 7 et 8 du livre IV ne sont pas applicables aux sociétés agricoles.". Ce commentaire est mal rédigé : ce sont les titres 6 et 7 du livre IV qui ne sont pas applicables à la société agricole.

.../...

de l'article 759, alinéa 1er, du code en projet (1) qui détermine les règles auxquelles sont soumis les apports d'universalité ou de branche d'activité effectués par une société.

La rédaction de ce type de disposition est rendu indispensable en raison de la codification elle-même, dans la mesure où les règles ne se présentent plus dans un texte législatif isolé mais dans un ensemble de textes législatifs ordonnés qu'il convient de situer les uns par rapport aux autres, en vue d'assurer la cohérence du tout.

Par conséquent, ce type de disposition n'excède pas l'habilitation légale de codification.

(1) L'article 759 est libellé comme suit :

"Les apports d'universalité ou de branche d'activité effectués par une société obéissent aux règles énoncées dans le présent titre.

Les sociétés concernées peuvent décider de ne pas soumettre l'apport de branche d'activité au régime organisé par les articles 760 à 762 et 764 à 767 et il en fait mention dans l'acte d'apport. En ce cas, l'apport n'a pas les effets visés à l'article 763."

L'alinéa 1er est nouveau mais uniquement sur le plan formel. La règle qu'il exprime se déduit en effet implicitement des articles 174/56 à 174/61 des lois coordonnées qui définissent les règles applicables aux apports d'universalité ou de branche d'activité. L'alinéa 1er constitue une introduction au titre 3. Son utilité n'est justifiable qu'au regard de l'alinéa 2 de l'article 759 qui met en évidence le caractère supplétif des règles énoncées dans ledit titre.

.../...

Le même raisonnement vaut pour les articles 94, 97, 141 et 145 du code en projet qui ont été insérés dans l'avant-projet de loi. Cette intégration n'est pas indispensable dès lors que la règle énoncée expressément consacre une règle implicite qui se déduit entièrement des règles existantes ou de la volonté du législateur telle qu'elle se dégage des travaux préparatoires.

6° L'uniformisation de la terminologie

13. Uniformiser la terminologie implique que l'on choisisse un même terme pour désigner des réalités identiques définies jusque-là par des termes différents. Le choix du terme uniforme doit être effectué en tenant compte de la volonté présumée du législateur. En l'absence de volonté clairement exprimée de la part de celui-ci, il incombe au Roi d'éviter de procéder à toute uniformisation qui paraîtrait impliquer effectivement un choix politique ou équivaloir à une adaptation quant au fond du texte à codifier.

Toutefois, l'uniformisation de la terminologie ne permet pas :

- a) de procéder à des corrections visant à remédier à l'utilisation de termes qui peuvent être source de confusion ou qui apparaissent inadéquats. Ainsi, à

.../...

l'article 248 du code en projet (1) qui reproduit

-
- (1) "A la demande du plus diligent des intéressés, il est nommé un mandataire chargé de représenter la masse des obligataires dans les poursuites tendant à la purge ou à l'expropriation des immeubles grevés. La nomination est faite par le président du tribunal civil de l'arrondissement où se trouve le siège social, la société entendue.

Le mandataire est tenu de consigner, dans les huit jours de la recette, à l'agence dudit arrondissement, les sommes qui lui sont payées à la suite des procédures indiquées dans le premier alinéa du présent article.

Les sommes versées à la caisse des consignations pour le compte des obligataires pourront être retirées sur ordres de paiement nominatifs ou au porteur émis par le mandataire et visés par le président du tribunal. L'exécution des ordres de paiement nominatifs aura lieu sur l'acquit des bénéficiaires; les ordres de paiement au porteur seront payés après avoir été acquittés par le mandataire.

Aucun ordre de paiement ne sera délivré par le mandataire que sur représentation de l'obligation. Le mandataire mentionnera sur l'obligation le montant pour lequel il a donné l'ordre de paiement."

.../...

l'article 99 des lois coordonnées (1), il ne peut être admis que le terme "curateur", utilisé par l'article 99, soit remplacé par le mot "mandataire" et ce, alors même que les auteurs du projet justifient ce remplacement par le fait que le terme "curateur" peut entraîner une confusion avec le curateur de faillite visé dans les lois coordonnées. De même, il ne peut être admis que le terme "mandat", utilisé par l'article 99, soit remplacé par l'expression plus actuelle d'"ordre de paiement" et ce, alors même que les auteurs du projet justifient ce remplacement par le fait que le terme "mandat" vise les mandats de paiement et non le mandat confié au représentant des obligataires;

-
- (1) "A la demande du plus diligent des intéressés, il est nommé un curateur chargé de représenter la masse des obligataires dans les poursuites tendant à la purge ou à l'expropriation des immeubles grevés. La nomination est faite par le président du tribunal civil de l'arrondissement où se trouve le siège social, la société entendue.

Le curateur est tenu de consigner, dans les huit jours de la recette, à l'agence dudit arrondissement, les sommes qui lui sont payées à la suite des procédures dans le premier alinéa du présent article.

Les sommes versées à la caisse des consignations pour le compte des obligataires pourront être retirées sur mandats nominatifs ou au porteur émis par le curateur et visés par le président du tribunal. Le paiement des mandats nominatifs aura lieu sur l'acquit des bénéficiaires; les mandats au porteur seront payés après avoir été acquittés par le curateur.

Aucun mandat ne sera délivré par le curateur que sur représentation de l'obligation. Le curateur mentionnera sur l'obligation la somme mandatée par lui."

.../...

- b) d'étendre un terme utilisé pour une forme déterminée de société à une autre forme de société à l'endroit de laquelle ce terme n'est jamais utilisé. Ainsi, en ce qui concerne la société coopérative, il est admissible de préférer le terme "registre des parts" figurant à l'article 147, alinéa 4, des lois coordonnées, aux termes "registre des associés" et "registre des membres de la société" utilisés respectivement aux articles 150 et 152, § 2, des lois coordonnées. Par contre, il n'est pas admissible d'utiliser le terme "registre des parts" à l'endroit de la société privée à responsabilité limitée, dès lors que les lois coordonnées ne s'y réfèrent jamais et lui préfèrent le terme "registre des associés" (1);
- c) de procéder à une simplification des règles existantes. Ainsi, le terme "succursale" ne peut être confondu avec les termes "siège quelconque d'opération" et "établissement en Belgique". La "succursale" peut être définie comme "un établissement secondaire faisant des opérations pour le compte d'un établissement principal sous la haute direction duquel il se trouve, mais ayant une administration, de rang inférieur, distincte de celle de la maison-mère"(2). Le "siège quelconque d'opération" vise quant à lui "une installation moins importante que la succursale" (3).

(1) Cf. les articles 125, alinéa 1er et 128bis, § 5, des lois coordonnées. L'article 125, alinéa 2 se réfère quant à lui au terme "registre des sociétaires".

(2) R.P.D.B., v° Sociétés anonymes, p. 677, n° 3.074.

(3) Ibidem, n° 3.075.

Par conséquent, il n'est pas admissible :

- qu'à l'article 81 du code en projet qui reproduit l'article 198, § 1er, 1^o, des lois coordonnées, les mots "ou un siège quelconque d'opération" soient omis;
 - qu'à l'article 87 du code en projet qui reproduit l'article 198, § 6, des lois coordonnées, les mots "succursale belge" remplacent les mots "établissement en Belgique".
- d) d'ajouter une précision aux dispositions existantes. Ainsi, dans les articles 218, 394 et 443 du code en projet, il n'est pas admissible de spécifier que sont appelés apports en nature : les apports autres qu'en numéraire, qui ne peuvent être rémunérés par des parts représentatives du capital social que s'ils consistent en éléments d'actif susceptibles d'évaluation économique, à l'exclusion des actifs constitués par des

.../...

engagements concernant l'exécution de travaux ou de prestations de services (1).

- 7° L'élimination des discordances entre les versions française et néerlandaise des dispositions législatives codifiées.

14. L'élimination des discordances entre les versions française et néerlandaise des dispositions législatives codifiées relève en principe de la compétence du

(1) Ces trois articles sont rédigés de manière analogue. A titre d'exemple, l'article 443 énonce : "Les apports autres qu'en numéraire ne peuvent être rémunérés par des actions que s'ils consistent en éléments d'actifs susceptibles d'évaluation économique, à l'exclusion des actifs constitués par des engagements concernant l'exécution de travaux ou de prestations de services. Ces apports sont appelés apports en nature.". Selon son commentaire, "cet article reprend le paragraphe 3 de l'article 29 des lois coordonnées en modifiant sa formulation. Il précise que les apports autres qu'en numéraire sont appelés "apports en nature" et détermine ce qu'il faut entendre par là. Le texte des lois coordonnées utilise en effet tantôt le terme "apport en nature" (par exemple, dans l'article 29, § 3), tantôt le terme "apport ne consistant pas en numéraire" (par exemple, dans l'article 29bis) pour désigner la même chose. Cette terminologie est unifiée dans le code".

législateur en raison du fait que les deux versions sont pareillement authentiques (1).

Dans le cadre de l'uniformisation de la terminologie et par souci d'unité de présentation, il est néanmoins admissible que la codification élimine les discordances pour lesquelles les motifs de préférence d'une version par rapport à l'autre apparaissent clairement. Le choix entre les deux textes doit se faire - mise à part la rectification d'erreurs purement matérielles ou manifestes - sur le fondement d'indications relatives à la volonté présumée du législateur, telles qu'elles peuvent notamment se dégager

-
- (1) Comparez l'avis L. 22.895/1 donné le 19 mai 1994 à propos d'un projet d'arrêté royal "portant coordination de la loi instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités" :

"2.2.2. La coordination élimine un nombre de discordances entre les versions française et néerlandaise des dispositions de la loi du 9 août 1963. La préférence se porte alors chaque fois sur l'un des deux textes. Or, les deux textes sont pareillement authentiques. Le choix entre les deux textes doit se faire - mise à part la rectification d'erreurs purement matérielles ou manifestes - sur le fondement d'indications à propos de la volonté présumée du législateur, telles qu'elles peuvent notamment se dégager des travaux préparatoires relatifs aux dispositions concernées.

La coordination élimine de cette manière un nombre de discordances entre les textes français et néerlandais de la loi du 9 août 1963. En ce qui concerne certaines de ces rectifications, il n'apparaît pas ou pas très clairement pour quel motif l'une des versions est préférée à l'autre et cette préférence équivaut à modifier la teneur de l'une des versions au moins de la loi, raison supplémentaire pour que les Chambres législatives ratifient la coordination."

.../...

des travaux préparatoires relatifs aux dispositions concernées. Dans cette perspective, il peut être admis que :

- le texte néerlandais de l'article 52 du code en projet soit "modifié légèrement" par rapport à celui de l'article 1863 du Code civil "afin de le faire correspondre au texte français" (1). Concrètement, les mots "wanneer de vennootschap een burgerlijk doel heeft" remplacent les mots "wanneer de vennootschap naar burgerlijk recht is opgericht" tandis que les mots "wanneer zij een handelsdoel heeft" remplacent les mots "wanneer zij naar handelsrecht is opgericht". Ce remplacement de mots est admissible dès lors que l'on rapproche le texte de l'article 1863 du Code civil avec celui de l'article 1er des lois coordonnées sur les sociétés commerciales dont l'alinéa 2 met l'accent sur l'objet social (l'exercice d'une activité commerciale ou d'une activité civile).

Par contre, chaque fois que les motifs de préférence d'une version par rapport à l'autre n'apparaissent pas clairement marquer une préférence équivalant à modifier la teneur de l'une des versions au moins de la loi, auquel cas il convient d'intégrer la disposition litigieuse dans l'avant-projet de loi.

Plus généralement, l'habilitation légale de codification ne permet pas d'améliorer la concordance des termes utilisés ou de choisir dans une langue un terme plus adéquat par rapport à celui retenu dans l'autre langue. Ainsi, à l'article 86, § 1er, du code en projet, il n'est

(1) Cf. le commentaire de l'article 52 du code en projet.

pas admissible que dans le texte français, les mots "bons de commande" remplacent les mots "notes de commande" utilisés à l'article 198, § 5, des lois coordonnées, lesquels correspondent au mot "orders" dans le texte néerlandais (1). Les auteurs de l'avant-projet ont par contre correctement intégré à l'article 57 du projet de loi le remplacement – dans la version néerlandaise – de la notion d'"eigen vermogen" par le concept juridique plus exact de "netto-actief".

8° L'omission de dispositions existantes.

15. Il apparaît que des dispositions législatives sont omises du code en projet sans que cette omission ne

(1) Par ailleurs, il y a lieu d'observer que dans la phrase introductive de l'article 78 du code en projet, les mots "notes de commande" ont été laissés tels quels.

soit mentionnée et justifiée (1). Il en est notamment ainsi des articles suivants :

- l'article 1832, alinéa 3, du Code civil;

(1) Certaines omissions sont néanmoins expliquées. Ainsi, le Rapport au Roi explique les raisons pour lesquelles les articles 1835 à 1841 du Code civil ont été omis :

«Le livre II reproduit textuellement les dispositions du Code civil relatives au contrat de société. Elles s'appliquent à toutes les sociétés, sauf s'il y est dérogé dans les livres suivants.

Les articles 1835 à 1841 du Code civil ont été omis - il s'agissait de la "société générale" et "particulière" - qui se justifiaient déjà à peine en 1804 (voyez Troplong, Commentaire du contrat de société en matière civile et commerciale, Bruxelles, 1843, n° 263 à 266, pp. 105 et 106).

Depuis lors, ils sont tombés en désuétude.

La création du groupement d'intérêt économique supplée largement à la suppression de ces dispositions (Comparez J.C. SCHOLSEM, "La notion du bénéfice dans le contrat de société", R.P.S., 1969, p. 211).

Le livre II sera aussi applicable aux groupements d'intérêt économique, qui sont considérés depuis la loi du 13 avril 1995 comme des sociétés.

Quant aux dispositions du Code civil applicables uniquement à une société n'ayant pas emprunté une forme commerciale, elles ont été insérées dans le livre III».

.../...

- l'article 14 des lois coordonnées (1);
- les deuxième et troisième phrases de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1979 créant la société agricole (2) ainsi que la seconde phrase de l'alinéa 1er de l'article 9 de la même loi (3);
- l'article 2, § 1er, 3°, de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique(4).

De telles omissions ne peuvent être faites que par le législateur.

-
- (1) "Les associations commerciales momentanées et les associations commerciales en participation ne sont pas sujettes aux formalités prescrites pour les sociétés.". Cette omission s'explique en raison du fait que le livre IV du code en projet qui énonce les formalités prescrites pour les sociétés n'est applicable qu'aux sociétés dotées de la personnalité juridique, de telle sorte que les associations commerciales momentanées et les associations commerciales en participation en sont automatiquement dispensées, en l'absence de toute disposition expresse en ce sens.
 - (2) "Le nombre minimum des associés est de deux. Des époux peuvent constituer une société agricole sans le concours de tiers et être associés dans une telle société, sous réserve du respect des dispositions du Code civil relatives aux conventions entre époux.".
 - (3) "Toutefois, un acte authentique est requis en cas d'apport de biens immobiliers ou de droits réels immobiliers.".
 - (4) "Le groupement ne peut : 3° ni rechercher des bénéfices pour son propre compte".

.../...

B. Les problèmes de forme

Le Conseil d'Etat n'a pas examiné le code en projet; néanmoins, il croit utile d'attirer l'attention des auteurs de l'avant-projet, dès à présent, sur la nécessité de respecter d'une part, les règles de légistique et, d'autre part de veiller à la concordance des versions française et néerlandaise.

1° Le respect des règles de légistique

a) La division des articles

La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque ceux-ci ne comportent qu'un seul alinéa. Par conséquent, chaque fois qu'un article a été divisé en paragraphes alors que ceux-ci ne comportent qu'un seul alinéa, il convient de supprimer le signe des paragraphes qui deviendront ainsi des alinéas (1). Il faut être attentif au fait que cette suppression peut nécessiter une adaptation des références faites à un de ces paragraphes, lesquelles doivent alors être remplacées par une référence à l'alinéa correspondant (2).

(1) Cf. notamment les articles 68, 75, 86, 91, 93, 119, 122, 135, 234, 235, 328, 340, 463, 466, 470, 504, 607, 624, 661 (uniquement dans la version française), 693, 701, 706, 712, 719, 724, 728, 738, 743, 744, 764, 805, 806 et 853, du code en projet.

(2) Cf. par exemple, l'article 234 du code en projet.

Lorsqu'à l'intérieur d'une phrase, des subdivisions numérotées s'imposent, le numérotage doit se faire par 1°, 2°, 3°, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc (1).

Si un article ne doit être subdivisé qu'une seule fois, il est préférable d'utiliser les 1°, 2°, 3° plutôt que les a), b), c) (2) ou les tirets (3). Dans la même optique, lorsqu'une double subdivision doit être employée, il est de règle d'utiliser les a), b), c) plutôt que des tirets (4), afin de faciliter les références.

b) La numérotation des subdivisions

La numérotation des livres, titres, chapitres, sections et sous-sections se fait en chiffres cardinaux romains, sauf pour la première subdivision qui s'écrit : "Livre premier", "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première", "Sous-section première". Toutefois, lorsqu'il est fait référence à cette première subdivision dans le code en projet, on écrit : "Livre 1er", "Titre 1er", "Chapitre 1er", "Section 1ère", "Sous-section 1ère".

(1) Cf. par exemple les articles 81 et 82 du code en projet.

(2) Cf. notamment les articles 173, alinéa 2, 693, § 2, 706, § 2, 719, § 2, 728, § 2, 743, § 2, 746, alinéa 3, 760, § 2, 774 et 864 du code en projet.

(3) Cf. notamment les articles 68, § 2; 115 et 771, § 1er, du code en projet.

(4) Cf. notamment l'article 74, 6°, du code en projet.

Le numérotage des paragraphes se fait en chiffres cardinaux arabes, sauf pour le paragraphe premier qui s'écrit : "§ 1er" (1).

c) Les références et renvois internes

Lorsqu'au sein du code en projet, d'un même livre, d'un même titre ou d'un même chapitre, l'on se réfère audit code, livre, titre ou chapitre, il y a lieu d'écrire : "du présent code", "du présent livre", "du présent titre", etc. et non "de ce Code" (2), "de ce livre" (3), "de ce titre" (4), etc (5).

Il convient également d'éviter un renvoi "à l'article précédent" (6), aux "articles précédents" (7), "au

(1) Cf. notamment les articles 442, 585, 622, 698, 699, 705, 711, 716, 717, 722, 726, 735, 736, 740, 742, 750, 751, 755, 756, 767 et 834 du code en projet.

(2) Cf. par exemple, l'article 669 du code en projet.

(3) Cf. par exemple, la phrase introductive de l'article 670 du code en projet.

(4) Cf. par exemple, l'intitulé du chapitre 3 du titre 6 du livre IV chapeautant les articles 122 à 125 du code en projet.

(5) Voyez notamment les articles 94 et 97 qui utilisent les mots "Cette section" et "Cette sous-section" qui doivent être remplacés par les mots "La présente section" et "La présente sous-section".

(6) Cf. les articles 207, § 2, alinéa 1er; 446; 481, alinéa 1er, 1°; 507, alinéa 1er; 575, alinéa 1er; 614, alinéa 1er; 621 (phrase introductive); 628; 805, § 1er et 825.

(7) Cf. notamment les articles 74 et 75 du code en projet.

paragraphe précédent" (1), "à l'alinéa précédent" (2); dans ces cas, on indiquera le numéro de l'article, du paragraphe ou de l'alinéa.

Lorsqu'on veut se référer à un alinéa déterminé, on écrit : "l'alinéa 1er" et non "l'alinéa 1" (3), "l'alinéa premier" (4) ou "le premier alinéa" (5), et ensuite "alinéa 2", etc. En outre, on n'écrit pas : "le 1° du premier alinéa" mais "l'alinéa 1er, 1°" (6).

Si l'on veut se référer à un paragraphe déterminé, on écrit : "le § 1er", "le § 2", "le § 3" et non "le § 1" ou "le paragraphe 1" (7) ou "le paragraphe 1er" (8).

(1) Cf. l'article 607, § 2, 1°.

(2) Cf. les articles 103, alinéa 2; 445, alinéa 2; 447, alinéa 3; 471, alinéas 3 et 4; 510, alinéa 4; 583, alinéa 4; 586, alinéa 2; 602, alinéa 5; 604, alinéa 3; 609, § 1er, alinéa 2; 618, alinéa 3; 627, alinéa 2; 631, § 1er, alinéa 2; 633, alinéa 3; 663, alinéa 3; 668, § 3, alinéa 2; 800, 2°; 806, § 2 et 830, 2°.

(3) Cf. par exemple l'article 261, alinéa 3, du code en projet.

(4) Cf. par exemple les articles 149, § 1er, alinéa 2 et 265, alinéa 2, du code en projet.

(5) Cf. l'article 150, alinéa 3, du code en projet.

(6) Cf. l'article 196, alinéa 2, du code en projet.

(7) Cf. par exemple les articles 442, § 2, et 585, § 2, du code en projet.

(8) Cf. par exemple l'article 107, § 3, du code en projet.

d) Le bon usage de la langue

Les lois coordonnées utilisent tantôt le futur antérieur, tantôt le passé composé, tantôt l'indicatif présent. La codification rend souhaitable le remplacement des divers temps utilisés par un temps déterminé, en principe l'indicatif présent. Cette démarche s'impose spécialement dans le cadre d'un ensemble de règles qui forment un tout, telles que les dispositions pénales du code en projet.

Par ailleurs, force est de constater que le projet contient de nombreuses imperfections en ce qui concerne la ponctuation (1) et l'orthographe. Ainsi, certains mots ne sont pas écrits correctement (2) et les majuscules ne sont

(1) Cf. dans le code en projet : par exemple, les articles 74, 6°; 151, 2° (une virgule est nécessaire entre les mots "de la comptabilité" et les mots "des comptes annuels").

(2) A titre d'exemple, on écrit :

- "exception" au lieu de "exemption" (cf. la phrase introductive de l'article 151 du code en projet);
- "informations" au lieu de "information" (cf. l'article 151, 2°, du code en projet);
- "à son égard" au lieu de "a son égard" (article 233 du code en projet);
- "à la requête" au lieu de "a la requête" (article 344, alinéa 2, du code en projet).

En outre, le mot "reviseur" utilisé entre autres dans les articles 151 à 154 du code en projet, ne se trouve pas dans le dictionnaire. On lui préférera le mot "réviseur".

.../...

pas utilisées comme il se doit (1). Des corrections s'imposent en la matière.

2° La concordance des versions française et néerlandaise

Dans plusieurs articles du Code en projet, la concordance des versions française et néerlandaise est imparfaite. Tel est notamment le cas :

- de la version française de l'article 91, § 2, dans laquelle ont été omis les mots "à un an" et "dans un but frauduleux";
- l'article 103, alinéa 1er, où la version néerlandaise utilise le singulier "de griffie van de rechtbank van koophandel" tandis que la version française emploie le pluriel "les greffes des tribunaux de commerce";
- de l'article 126, § 1er, 1°, dans lequel la version néerlandaise mentionne "artikel 92, § 1, tweede lid" tandis que la version française vise "l'article 92, § 2, alinéa 2";

(1) En ce qui concerne les règles qui gouvernent l'utilisation des majuscules, cf. Chr. LAMBOTTE, Technique législative et codification, Bruxelles, Story-Scientia, 1988, pp. 100-104. A titre d'exemple, on écrit :

- "Banque nationale de Belgique" au lieu de "Banque Nationale de Belgique" (articles 106 et 129 du code en projet);
- "président du tribunal de commerce" (art. 344, alinéa 2, du code en projet) au lieu de "Président du Tribunal de Commerce" (article 130 du code en projet).

.../...

- de l'article 126, § 2, alinéa 1er, dans lequel la version néerlandaise utilise le singulier "hij" tandis que la version française emploie le pluriel "ceux";
- de l'article 140, alinéa 2, dans lequel la version néerlandaise se réfère aux "bepalingen van dit Wetboek" tandis que la version française se réfère aux "dispositions du présent livre";
- de la seconde phrase de l'article 143, dans la mesure où dans la version néerlandaise, il est écrit "Met het oog daarop overhandigt het bestuursorgaan van de vennootschap hen de nodige stukken, en dit tenminste één maand vóór het verslag volgens dit Wetboek moet voorgelegd worden", alors que dans la version française, il est écrit "A cet effet, l'organe de gestion de la société leur remet les pièces, un mois avant l'expiration du délai légal dans lequel le rapport doit être présenté".

Il y a lieu de remédier à ces imperfections.

Conclusions générales

La rédaction de cet avant-projet pose principalement trois problèmes :

- a) il n'est pas conforme aux règles constitutionnelles que le législateur s'immisce formellement dans la rédaction d'un arrêté royal en projet, d'autant plus que cet arrêté est lui-même encore effectivement susceptible de modifications;

.../...

- b) bien que les articles du chapitre premier de l'avant-projet de loi ne modifient pas formellement les dispositions existantes, ils les modifient cependant implicitement. Il en résulte un grave manque de transparence;
- c) de nombreuses dispositions du code des sociétés en projet qui est annexé à l'avant-projet de loi, excèdent l'habilitation donnée au Roi par l'article 110 de la loi du 13 avril 1995 mais n'ont cependant pas été intégrées dans l'avant-projet de loi.

Pour remédier à ces problèmes, en tenant compte du fait que les auteurs de l'avant-projet considèrent qu'il est inopportun de procéder aux modifications envisagées par le biais de la modification formelle des lois existantes, il serait plus simple et plus conforme aux principes constitutionnels, soit de procéder à une codification législative, soit d'élargir l'habilitation légale de codification en vue d'autoriser le Roi à apporter aux dispositions existantes toutes les modifications de fond nécessaires pour aboutir à un code logique, bien structuré et cohérent (1).

Compte tenu de l'importance de la matière et de la difficulté d'encadrer une éventuelle habilitation légale de codification qui autoriserait le Roi à apporter aux disposi-

(1) Afin de permettre aux Chambres législatives de garder la maîtrise du processus, l'éventuel élargissement de l'habilitation peut bien entendu, comme cela a été prévu à l'article 110, § 4, de la loi du 13 avril 1995, aller de pair avec une subordination de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal de codification à sa ratification par les Chambres législatives, de telle sorte que celles-ci puissent le cas échéant amender chaque disposition de l'arrêté qui ne leur conviendrait pas.

tions existantes des modifications de fond, il serait préférable de recourir à une codification législative. Celle-ci pourrait prendre une forme analogue à celle de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Si un projet de loi contenant le code des sociétés était rédigé, celui-ci réglerait nécessairement des matières visées aux articles 77 et 78 de la Constitution. Compte tenu de la nature même de l'opération de codification, il s'imposerait alors de maintenir l'ensemble des dispositions du Code des sociétés dans un instrument unique dont certains articles seront soumis à la procédure d'adoption applicable aux matières visées à l'article 77 de la Constitution et les autres articles, à celle applicable aux matières visées à l'article 78 de la Constitution (1). Une disposition liminaire indiquerait les articles du projet qui règlent une matière visée à l'article 77 d'une part, et, d'autre part, les articles qui règlent une matière visée à l'article 78.

(1) Dans le même sens, cf. avis du Conseil d'Etat, L. 24.111/AG/2/V du 11 septembre 1995 (chambre des vacations) et du 10 octobre 1995 (assemblée générale) sur un projet de loi "modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers".

Onderzoek van de ontwerptekst

I. Algemene opmerkingen

1. Krachtens artikel 110, § 1, van de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, kan de Koning

"alle wets- en verordeningsbepalingen betreffende de handelsvennootschappen of de vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, codificeren en met elkaar in overeenstemming brengen, inzonderheid :

- boek I, titel IX, van het Wetboek van koophandel;
- boek III, titel IX, van het Burgerlijk Wetboek;
- het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen;
- de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964;
- het koninklijk besluit van 31 mei 1991 betreffende het centraal handelsregister;
- de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;
- het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen;
- het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;
- het koninklijk besluit van 6 maart 1990 op de geconsolideerde jaarrekening van de ondernemingen;
- het koninklijk besluit van 18 september 1990 over de verplichtingen bij toelating van effecten tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk;
- de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven;
- de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren;

.../...

- de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;
- de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen;
- het koninklijk besluit van 10 mei 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen;
- het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen in de controle op vennootschappen;
- het koninklijk besluit van 9 januari 1991 over het openbaar karakter van verrichtingen om spaargelden aan te trekken en de gelijkstelling van bepaalde verrichtingen met een openbaar bod;
- het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;
- het koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaatschappijen;
- de wet van 12 juli 1979 tot instelling van de landbouwvennootschap;
- de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van de Europese economische samenwerkingsverbanden;
- de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden;

teneinde deze teksten in een Vennootschappenwetboek samen te brengen, te harmoniseren en de verstaanbaarheid ervan te bevorderen, zonder evenwel de grond ervan te wijzigen."

Krachtens artikel 110, § 2, van dezelfde wet kan de Koning met het oog op deze codificatie :

- "1° de vorm, inzonderheid de zinsbouw en woordenschat, de voorstelling, de volgorde en de nummering van deze bepalingen wijzigen, ze onderbrengen in titels, boeken, hoofdstukken, afdelingen en paragrafen en ze, in voorkomend geval, van een opschrift voorzien;

.../...

- 2° de redactie van die bepalingen aanpassen om ze met elkaar in overeenstemming te brengen en eenheid te brengen in de terminologie;
- 3° de verwijzingen naar andere artikelen van dezelfde wetten vervangen door de volledige tekst van deze artikelen, in voorkomend geval, door ze aan te passen, teneinde rekening te houden met de specifieke aard van het betrokken type van vennootschap;
- 4° de verwijzingen vervat in deze bepalingen in overeenstemming brengen met de nieuwe nummering en met de bestaande wetgeving;
- 5° de verwijzingen naar de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen vervat in bepalingen van andere wetten in overeenstemming brengen met de aanpassingen aangebracht krachtens deze machtiging."

2. Ter uitvoering van die machtiging tot codificatie is een ontwerp van Wetboek van Vennootschappen uitgewerkt dat uit vijftien boeken bestaat :

BOEK I	: Inleidende bepalingen	De artikelen 1 tot 17
BOEK II	: Bepalingen gemeenschappelijk aan alle vennootschappen	De artikelen 18 tot 45
BOEK III	: De maatschap, de tijdelijke handelsvennootschap en de stille handelsvennootschap	De artikelen 46 tot 55

.../...

BOEK IV	: Bepalingen gemeenschappelijk aan de rechts- personen geregeld in dit wetboek De artikelen 56 tot 200
BOEK V	: De vennootschap onder firma en de gewone commanditaire vennootschap De artikelen 201 tot 209
BOEK VI	: De besloten vennootschap met beperkte aan- sprakelijkheid De artikelen 210 tot 349
BOEK VII	: De coöperatieve vennootschap De artikelen 350 tot 436
BOEK VIII	: De naamloze vennootschap De artikelen 437 tot 653
BOEK IX	: De commanditaire vennootschappen op aandelen De artikelen 654 tot 660
BOEK X	: Vennootschappen met een sociaal oogmerk De artikelen 661 tot 668
BOEK XI	: Herstructurering van vennootschappen De artikelen 669 tot 772
BOEK XII	: Omzetting van vennootschappen De artikelen 773 tot 788
BOEK XIII	: De landbouwvennootschap De artikelen 789 tot 838

BOEK XIV	: Het economisch samenwerkingsverband	De artikelen 839 tot 873
BOEK XV	: Diverse bepalingen en overgangsbepalingen	De artikelen 874 tot 878

3. In dit stadium is de afdeling wetgeving van de Raad van State niet formeel om advies verzocht betreffende een ontwerp van codificatiebesluit maar alleen over een voorontwerp van wet "tot voorbereiding van het wetboek van vennootschappen", waarbij het ontworpen Wetboek van vennootschappen gevoegd is als hulp bij het lezen van de ontworpen wet. In de memorie van toelichting wordt als reden voor het optreden van de wetgever aangevoerd dat "bij de voorbereiding van het Codificatiebesluit is ... gebleken dat het niet mogelijk was een logisch, goed gestructureerd en samenhangend Wetboek uit te werken zonder enige wijziging ten gronde door te voeren" (1).

Volgens de memorie van toelichting zijn de voorgestelde wijzigingen

"zeer beperkt. Zij hebben immers niet tot doel de rechten of plichten van de verschillende bij het vennootschapsleven betrokken partijen (vennoten, obligatiehouders, bestuurders, werknemers, ...) fundamenteel te wijzigen, maar zijn integendeel noodzakelijk om te komen tot een logisch, goed gestructureerd en samenhangend Wetboek." (2).

(1) Memorie van toelichting, blz. 1.

(2) Memorie van toelichting, blz. 1-2.

Het voorontwerp van wet bestaat uit drie hoofdstukken waarvan vooral het eerste aandacht krijgt (1). Hoofdstuk I (de artikelen 2 tot 106) omvat bepalingen die in de memorie van toelichting volgens de aard van de voorgestelde wijzigingen in drie categorieën worden onderverdeeld :

a) ten eerste zijn er de harmoniseringsbepalingen die in twee types worden opgesplitst :

- enerzijds die bepalingen waarbij wijzigingen worden aangebracht die "noodzakelijk (zijn) om gestalte te kunnen geven aan de nieuwe structuur die met de Codificatie aan de vennootschapswetgeving wordt

(1) Hoofdstuk II (de artikelen 107 tot 119) brengt wijzigingen aan in drie afzonderlijke wetten om de inhoud ervan in overeenstemming te brengen met het Wetboek van vennootschappen. Die wetten zijn :

- de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven;
- de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;
- de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de verordening (EEG) nr. 2137/85 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden.

Hoofdstuk III (de artikelen 120 tot 129) bevat drie soorten bepalingen : ten eerste, bepalingen tot opheffing van de wetten of wetsartikelen die in het ontwerp van codificatiebesluit zijn opgenomen; ten tweede, overgangsbepalingen en bepalingen betreffende de inwerkingtreding van het voorontwerp van wet; ten derde en ten laatste, een bepaling waarbij bevoegdheden worden opgedragen.

.../...

gegeven" (1), waaronder die welke voortvloeien uit het feit dat Boek III, Titel IX, van het Burgerlijk Wetboek in het Wetboek van vennootschappen wordt opgenomen;

- anderzijds die bepalingen waarbij "kleine verschillen ... die niet genoodzaakt worden door de eigen aard of kenmerken van de onderscheiden vennootschapsvormen" worden opgeheven (2);
- b) vervolgens zijn er bepalingen die tot nog toe waren opgenomen in koninklijke besluiten doch "omwille van hun bijzonder belang voor de rechtspraak ... worden opgenomen in het Wetboek van Vennootschappen. Het betreft hier in het bijzonder het koninklijk besluit van 14 oktober 1991 alsmede een aantal bepalingen uit het jaarrekeningenrecht" (3);
- c) een laatste categorie bepalingen brengt wijzigingen aan in "bepalingen van de Handelsvennootschappenwet die ofwel volgens een quasi-eensluidende doctrine anders moesten gelezen worden dan ze letterlijk luiden, ofwel

(1) Memorie van toelichting, blz. 2.

(2) Ibidem blz. 2-3.

(3) Ibidem, blz. 3. Het koninklijk besluit in kwestie is wel degelijk dat van 14 oktober 1991 tot bepaling van de begrippen moedervernootschap en dochtervernootschap voor de toepassing van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. De verkeerde datum "14 décembre 1991" komt alleen in de Franse tekst van de memorie van toelichting voor.

moeten veranderd worden om aan nutteloze en weinig principiële discussies in de rechtsleer een einde te stellen" (1).

4. Hoofdstuk I van het voorontwerp van wet vertoont een bijzonder kenmerk. In plaats van de bestaande bepalingen uitdrukkelijk te wijzigen, hebben de stellers van het voorontwerp immers gekozen voor de originele methode die erin bestaat aan de Kamers voor te stellen elke nieuwe bepaling rechtstreeks in het ontwerp van koninklijk codificatiebesluit in te voegen, onder het artikelnummer dat in dat besluit het hare is. Zodoende zullen de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen die slechts door een wet in formele zin tot stand kunnen worden gebracht "worden voorgesteld in hun nieuw 'natuurlijk kader', zijnde het Wetboek van Vennootschappen" (2).

In de memorie van toelichting wordt het gebruik van deze techniek gerechtvaardigd door te benadrukken dat de structuur van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 (hierna te noemen de gecoördineerde wetten), fundamenteel verschilt van die welke aan het Wetboek van Vennootschappen wordt gegeven. En de memorie van toelichting gaat zo verder :

"Wanneer men, ondanks dit verschil, toch voor de "klassieke werkwijze" zou kiezen, dan zou men de verschillende wijzigingen die - het weze herhaald - uitsluitend hun oorsprong vinden in de nieuwe structuur van het "Wetboek van Vennootschappen", niettemin moeten

(1) Memorie van toelichting, blz. 6.

(2) Ibidem, blz. 6-7.

invoegen in de bestaande Handelsvennootschappenwet. Zulks zou vanuit juridisch-technisch oogpunt bijzonder moeilijk en soms zelfs onmogelijk zijn. Bovendien zouden de teksten naderhand opnieuw moeten worden geherformuleerd om ze op coherente wijze in het Wetboek van Vennootschappen in te voegen." (1).

Toen de stellers van het voorontwerp verzocht zijn om nadere uitleg te verschaffen omtrent de noodzaak gebruik te maken van de door hen gekozen techniek, hebben zij voorts de volgende argumenten naar voren gebracht (2) :

"Procéder par la voie d'une modification des textes existants, préparatoire à la codification, aurait notamment conduit à insérer dans les lois sur les sociétés les dispositions de nature réglementaire issus du droit comptable repris dans le Code en projet; l'ordonnancement propre aux lois coordonnées aurait rendu cette opération particulièrement délicate et sans rapport avec l'économie de ces lois. De même, il eût fallu modifier, de manière également incohérente, le Code civil, la loi du 17 juillet 1989 relative aux groupements d'intérêt économique et la loi du 12 juillet 1979 relative à la société agricole.

En outre, les dispositions du code en projet qui ne pourraient être intégrées telles quelles dans les textes existants auraient dû être à nouveau codifiées en vue de leur "réinsertion" dans le Code des sociétés avec le risque d'insécurité en ce qui concerne le respect de l'habilitation octroyée au Roi par l'article 110 de la loi précitée du 13 avril 1995 qui pourrait s'ensuivre.

Enfin, les modifications que le Parlement voudrait apporter aux dispositions de l'avant-projet de loi préparatoire du Code des sociétés pourront être faites de manière rationnelle et commode compte tenu de ce que les textes modifiés seront repris dans le code en

(1) Memorie van toelichting, blz. 6.

(2) Zie de brief van 24 oktober 1996 die de gemachtigde ambtenaren, de heren Ph. Hamer en J. Stephany, aan het Coördinatiebureau hebben gericht.

projet sous la même forme et avec la numérotation indiquée dans l'avant-projet.

Dans l'hypothèse d'une modification des textes existants, les amendements que le Parlement entendrait apporter pourraient rendre nécessaire que soit revu l'ensemble de la codification dans un second temps, processus de longue haleine qui entraînerait, outre les risques liés au respect de l'habilitation, une prolongation peu justifiable du standstill législatif."

5. De bestaande bepalingen worden door de artikelen van hoofdstuk I van het voorontwerp van wet niet uitdrukkelijk, maar wel stilzwijgend gewijzigd.

Dat leidt tot een gebrek aan transparantie dat de stellers van het voorontwerp moeten verhelpen door duidelijk de verwijzingen aan te geven naar alle bestaande bepalingen die stilzwijgend worden gewijzigd.

Die vermeldingen zijn tevens zeer belangrijk om een tabel te kunnen opstellen met daarin naast de bestaande bepalingen de daarmee overeenstemmende bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen. Wanneer een bestaande bepaling stilzwijgend wordt gewijzigd door het voorontwerp van wet is het immers niet meer mogelijk die bepaling in verband te brengen met de bepaling die geacht wordt haar plaats in het Wetboek van Vennootschappen in te nemen. In dat geval zal het verband worden gelegd tussen, enerzijds, het artikel van de wet "tot voorbereiding van het Wetboek van Vennootschappen", waarbij de stilzwijgend gewijzigde bepaling in het Wetboek wordt opgenomen, en, anderzijds, het artikel van het Wetboek waaronder die bepaling wordt ingevoegd.

Vanuit hetzelfde oogpunt dienen de stellers van het voorontwerp eveneens daarin alle bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen op te nemen die de gevolgen ondergaan

.../...

van de inhoudelijke wijzigingen die door het voorontwerp worden ingevoerd (1).

In tegenstelling tot de oplossing waarvoor is gekozen in de commentaar bij de artikelen 25, 39 en 50 van het voorontwerp van wet (2), moet een bepaling van het

-
- (1) Zowel de eerstgenoemde als de laatstgenoemde categorie bepalingen vallen buiten de bevoegdheid die bij artikel 110 van de wet van 13 april 1995 aan de Koning is opgedragen.
- (2) Zo wordt bij artikel 25 van het voorontwerp van wet in het Wetboek van Vennootschappen een als volgt luidend artikel 269 ingevoegd :

"Samen met de oproepingsbrief voor de algemene vergadering, wordt aan de vennoten, de commissarissen en de zaakvoerders een afschrift verzonden van de stukken die hen krachtens dit Wetboek ter beschikking moeten worden gesteld.

Een afschrift van deze stukken wordt ook onverwijld en kosteloos verzonden aan de andere opgeroepen personen die erom verzoeken."

De commentaar bij dat artikel luidt als volgt :

"Dit artikel is nieuw. Het voert een algemene regeling in voor de wijze waarop bepaalde stukken ter beschikking moeten worden gesteld van de vennoten.

In deze regeling wordt een onderscheid gemaakt tussen enerzijds de vennoten, commissarissen en zaakvoerders, en anderzijds, de andere personen (o.m. obligatiehouders) die voor de algemene vergadering werden opgeroepen. Eerstgenoemden zullen de betrokken stukken ontvangen, samen met de oproepingsbrief, terwijl laatstgenoemden de stukken slechts zullen ontvangen indien zij er uitdrukkelijk om verzoeken.

Verderop in Boek VI zal steeds worden verwezen naar deze regeling. Dit gebeurt meer bepaald in de artikelen 222, 283, 287, 288, 313 en 332 van het Wetboek van Vennootschappen. Hierbij weze opgemerkt dat al deze bepalingen ook 'nieuw' zijn, doch slechts in de mate waarin ze naar artikel 269 van het wetboek verwijzen. Om die reden worden ze niet in dit wetsontwerp opgenomen."

Wetboek van Vennootschappen die verwijst naar een andere bepaling van datzelfde Wetboek die in het voorontwerp van wet is opgenomen bijgevolg ook zelf in het voorontwerp van wet worden opgenomen, evenzeer als de bepaling waarnaar wordt verwezen.

Zo moet bijvoorbeeld artikel 222, vierde lid, van het ontworpen Wetboek (1) in het voorontwerp van wet worden opgenomen.

Daardoor zal men duidelijk kunnen maken dat die bepaling een stilzwijgende wijziging van artikel 120quater,

(1) Artikel 222 van het ontworpen Wetboek luidt als volgt :

"Het verslag bedoeld in artikel 220, vermeldt de naam van de eigenaar van het goed dat de vennootschap wil verkrijgen, de beschrijving van dit goed, evenals de vergoeding die werkelijk als tegenprestatie voor de verkrijging wordt verstrekt en de toegepaste waarderingsmethode. Het verslag moet aangeven of het resultaat van deze waarderings-methode, tenminste gelijk is aan de als tegenprestatie verstrekte vergoeding.

Bij dit verslag wordt een bijzonder verslag gevoegd, waarin het bestuursorgaan uiteen zet waarom de overwogen verkrijgingen van belang is voor de vennootschap en eventueel ook waarom afgeweken wordt van de conclusies van het bijgevoegde verslag. Het verslag van de revisor en het bijzonder verslag van het bestuursorgaan wordt op de griffie van de rechtbank van koophandel neergelegd op de wijze voorgeschreven bij de artikelen 67 en 73.

Deze verkrijging behoeft vooraf de goedkeuring van de algemene vergadering. De in het tweede lid genoemde verslagen worden in de agenda vermeld.

Een afschrift van deze verslagen wordt verzonden overeenkomstig artikel 269.

De afwezigheid van de verslagen bedoeld in dit artikel heeft de nietigheid van de beslissing van de algemene vergadering tot gevolg."

§ 1, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten inhoudt, doordat daarin de woorden "Een afschrift van deze verslagen wordt verzonden overeenkomstig artikel 269." in de plaats komen van de woorden "Aan iedere vennoot wordt, tegen overlegging van zijn effect, vijftien dagen voor de vergadering kosteloos een exemplaar van de verslagen verstrekt. Een afschrift daarvan wordt, samen met de oproepingsbrief, toegezonden aan de vennoten." (1).

Zo ook mogen de stellers van het voorontwerp zich niet ermee vergenoegen in artikel 4 van het voorontwerp van wet de artikelen 46 (2) en 48 (3) van het ontworpen Wetboek op te nemen waarbij in dat Wetboek de nieuwe begrippen "maatschap" en "stille handelsvennootschap" worden ingevoerd. Zij moeten in het voorontwerp van wet tevens plaats inruimen voor alle andere artikelen van het ontworpen

(1) Vergelijk artikel 269 van het ontworpen Wetboek :

"Samen met de oproepingsbrief voor de algemene vergadering, wordt aan de vennoten, de commissarissen en de zaakvoerders een afschrift verzonden van de stukken die hen krachtens dit Wetboek ter beschikking moeten worden gesteld.

Een afschrift van deze stukken wordt ook onverwijld en kosteloos verzonden aan de andere opgeroepen personen die erom verzoeken."

(2) "De maatschap is een vennootschap met een burgerlijk of handelsdoel die geen rechtspersoonlijkheid bezit."

(3) "De stille handelsvennootschap is een vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid waarbij één of meer personen een belang nemen in de verrichtingen van één of meer anderen die in eigen naam optreden."

.../...

Wetboek waarvoor die begrippen gevolgen hebben; zij dienen er tevens voor te zorgen dat die bepalingen in voorkomend geval op elkaar worden afgestemd, wat de redactie betreft. In het onderhavige geval houdt zulks concreet in dat :

- a) de artikelen 2, § 1 en § 4, tweede lid (1), en de artikelen 51 (2) en 52 (3) van het ontworpen Wetboek moeten worden opgenomen in het voorontwerp van wet, omdat de verwijzing naar de "maatschap" een stilzwijgende inhoudelijke wijziging aanbrengt in artikel 2, derde lid, van de gecoördineerde wetten (4) en in de

(1) Wat de redactie van artikel 2 van het ontworpen Wetboek betreft, zie *infra*.

(2) "Een van de vennoten van een maatschap kan de overigen niet verbinden, indien deze hem daartoe geen volmacht hebben gegeven."

(3) "De vennoten van een maatschap zijn ten aanzien van derden verbonden hetzij voor een gelijk deel, wanneer de vennootschap een burgerlijk doel heeft, hetzij hoofdelijk, wanneer zij een handelsdoel heeft. Van deze aansprakelijkheid kan niet worden afgeweken dan door een uitdrukkelijk beding in de met derden gesloten akte."

(4) "Bij gebreke van de in het vorige lid bedoelde neerlegging, wordt de vennootschap die daden van koophandel tot doel heeft en, noch een vennootschap in oprichting is, noch een tijdelijke vereniging of een vereniging bij wijze van deelneming, beheerst door de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek en, indien ze een vennootschap onder firma is, door artikel 17."

artikelen 1862 (1) en 1863 (2) van het Burgerlijk Wetboek;

- b) de artikelen 2, § 1, en 54 van het ontworpen Wetboek in het voorontwerp van wet moeten worden opgenomen, omdat zij, doordat ze respectievelijk verwijzen naar "de stille handelsvennootschap" en "de vennoten van een stille handelsvennootschap" een stilzwijgende inhoudelijke wijziging vormen van de artikelen 2, derde lid, en 192, tweede lid, van de gecoördineerde wetten;
- c) ermee rekening moet worden gehouden dat de vervanging van de wettelijke benaming "vereniging bij wijze van deelneming" door "stille handelsvennootschap" gevolgen heeft voor artikel 192, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, volgens welk artikel "Derden ... geen rechtstreekse vordering (hebben) tegen deelgenoten die zich binnen de perken van de enkele deelneming hebben gehouden.". De woorden "deelgenoten" en "enkele deelneming" die in deze bepaling worden gebruikt, lijken niet meer relevant. Artikel 54 van het ontworpen Wetboek luidt echter als volgt : "Derden

(1) "Eén van de vennoten kan de overigen niet verbinden, indien dezen hem daartoe geen volmacht hebben gegeven.".

(2) "De vennoten zijn ten aanzien van derden verbonden hetzij voor een gelijk deel, wanneer de vennootschap naar burgerlijk recht is opgericht, hetzij hoofdelijk, wanneer zij naar handelsrecht is opgericht. Van deze aansprakelijkheid kan niet worden afgeweken dan door een uitdrukkelijk beding in de met derden gesloten akte.".

hebben geen rechtstreekse vordering tegen de vennoten van een stille handelsvennootschap, die zich tot een loutere deelneming hebben beperkt.". Zulk een gebrek aan samenhang moet worden verholpen.

II. Bijzondere opmerkingen

1. Uit een eerste lezing van het voorontwerp van wet en het daarbij gevoegde ontworpen Wetboek blijkt dat er verscheidene problemen omtrent de inhoud en de vorm rijzen waarvoor de stellers van het voorontwerp oog dienen te hebben.

A. De problemen omtrent de inhoud

2. Op te merken valt dat het bij het voorontwerp van wet gevoegde ontworpen Wetboek van Vennootschappen vele bepalingen bevat die verder reiken dan de bevoegdheid die aan de Koning is opgedragen bij artikel 110 van de wet van 13 april 1995 doch niet in het voorontwerp van wet zijn opgenomen. Die bepalingen kunnen op basis van hun doel in vier categorieën worden ondergebracht :

- bepalingen ter harmonisering van bestaande regels (1°);
- bepalingen ter vereenvoudiging van bestaande regels (2°);
- bepalingen tot wijziging van de redactie van bestaande regels (3°);
- bepalingen waarbij nieuwe termen worden ingevoerd (4°).

.../...

Andere problemen omtrent de inhoud hebben betrekking op :

- het invoegen van nieuwe bepalingen (5°);
- het eenvormig maken van de terminologie (6°);
- het in overeenstemming brengen van de Nederlandse en de Franse versie van de gecodificeerde bepalingen (7°);
- het weglaten van bestaande bepalingen (8°).

1° Bepalingen ter harmonisering van bestaande regels.

3. Boek IV, waarin de bepalingen opgenomen zijn die gemeenschappelijk zijn aan de vennootschappen die rechtspersoonlijkheid bezitten, bevat verscheidene bepalingen waarbij bestaande regels stilzwijgend worden geharmoniseerd.

De hierna vermelde bepalingen worden alleen bij wijze van voorbeeld geciteerd; elke bepaling stemt overeen met een specifieke soort harmonisering :

- a) de tweede zin van artikel 61 van het ontworpen Wetboek (1) maakt artikel 61 van de gecoördineerde wetten (2), dat alleen betrekking heeft op de naamloze

(1) "De vennootschappen handelen door hun organen waarvan de bevoegdheden worden vastgesteld door dit Wetboek, het doel en de statuten. De leden van deze organen zijn niet persoonlijk verbonden voor de verbintenissen van de vennootschap."

(2) "De bestuurders zijn niet persoonlijk verbonden door de verbintenissen van de vennootschap."

vennootschap, een algemene regel die van toepassing is op alle vennootschappen die rechtspersoonlijkheid bezitten;

- b) artikel 63 van het ontworpen Wetboek (1) doet alle vennootschappen die rechtspersoonlijkheid bezitten vallen in het toepassingsgebied van een regel die slechts uitdrukkelijk is gesteld ten aanzien van de naamloze vennootschap (gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, artikel 67, eerste lid (2)), de landbouwvennootschap (wet van 12 juli 1979, artikel 22, tweede lid (3)) en het economisch samenwerkingsverband (wet van 17 juli 1989, artikel 12, § 1, derde lid (4)), wat de wijze van beraadslaging betreft van respectievelijk de bestuurders, de beherende vennoten en de zaakvoerders;

-
- (1) "Bij gebreke aan andersluidende statutaire bepalingen, zijn de gewone regels van de beraadslagende vergaderingen toepasselijk op de colleges en vergaderingen waarin door dit Wetboek is voorzien, behoudens indien het Wetboek anders bepaalt."
- (2) "De bestuurders vormen een college dat beraadslaagt en besluit volgens de bepalingen van de statuten en, bij ontstentenis van zodanige bepalingen, volgens de gewone regels van de beraadslagende vergaderingen."
- (3) "De statuten kunnen ook bepalen dat de beherende vennoten een college vormen dat besluit op de wijze door de statuten bepaald of, bij gebreke van statutaire regels ter zake, volgens de gewone regels van de vertegenwoordigende lichamen. Elke beherende vennoot beschikt in dit college over één stem."
- (4) "Zijn er verscheidene zaakvoerders, dan vormen zij samen een college dat beraadslaagt en besluit op de wijze in de overeenkomst bepaald en, bij gebreke van bepalingen dienaangaande, volgens de gewone regels van vertegenwoordigende lichamen."

.../...

Het wekt verbazing dat de stellers van het voorontwerp deze soort bepalingen niet in het voorontwerp van wet hebben opgenomen terwijl zij zulks wel hebben gedaan met artikel 62 van het ontworpen Wetboek waarbij van het beginsel dat degene die uit naam van een vennootschap optreedt, moet aangeven in welke hoedanigheid hij handelt, een algemeen beginsel wordt gemaakt dat van toepassing is op alle vennootschappen die rechtspersoonlijkheid bezitten (1);

- c) sommige artikelen van het ontworpen Wetboek doen het economisch samenwerkingsverband vallen binnen de werkingssfeer van bepalingen van de gecoördineerde wetten die niet uitdrukkelijk met betrekking tot die vennootschap worden vermeld, hetzij doordat de wet van 17 juli 1989 niet uitdrukkelijk naar de gecoördineerde wetten verwijst, hetzij doordat de wet van 17 juli 1989 zelf geen bepalingen bevat die met die van de gecoördineerde wetten overeenstemmen;

(1) Zie artikel 7 van het voorontwerp van wet, waarbij in het Wetboek van vennootschappen het als volgt luidend artikel 62 wordt ingevoegd : "In alle akten die een vennootschap verbinden, moet onmiddellijk voor of na de handtekening van de persoon die de vennootschap vertegenwoordigt, vermeld worden in welke hoedanigheid hij optreedt.".

Volgens de commentaar bij dit artikel "bestond (dit beginsel) reeds voor naamloze vennootschappen, commanditaire vennootschappen op aandelen, besloten vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en economische samenwerkingsverbanden (zie de artt. 83, 107 en 138bis, laatste lid, Venn. Wet en art. 12, § 4, van de wet betreffende de economische samenwerkingsverbanden).".

Dat is het geval met artikel 77 van het ontworpen Wetboek (1) waarin artikel 13, tweede lid, van de gecoördineerde wetten (2) mutatis mutandis wordt overgenomen, welk artikel van toepassing is op alle in de gecoördineerde wetten geregelde vennootschappen en, krachtens artikel 11, vierde lid, van de wet van 12 juli 1979, op de landbouwvennootschap. Zo ook bepaalt artikel 74, 4°, tweede lid, van het ontworpen Wetboek (3)

-
- (1) "Na de vervulling van de formaliteiten van de openbaarmaking betreffende de personen die gemachtigd zijn de vennootschap te besturen en te vertegenwoordigen, en betreffende de omvang van hun bevoegdheid en de wijze waarop zij deze uitoefenen, kan een onregelmatigheid in hun benoeming niet meer aan derden worden tegengeworpen, tenzij de vennootschap aantoonst dat die derden daarvan kennis hadden.".
- (2) "Na de vervulling van de formaliteiten van de openbaarmaking betreffende personen die als orgaan van de vennootschap bevoegd zijn om deze te verbinden, kan een onregelmatigheid in hun benoeming niet meer aan derden worden tegengeworpen, tenzij de vennootschap aantoonst dat die derden daarvan kennis droegen.".
- (3) Artikel 74, 4°, van het ontworpen Wetboek luidt als volgt :
- "4° het uittreksel uit de in kracht van gewijsde gegane of bij voorraad uitvoerbare rechterlijke beslissing waarbij de nietigheid van een statutenwijziging wordt uitgesproken, alsook het uittreksel uit de rechterlijke beslissing waarbij voornoemd bij voorraad uitvoerbare vonnis wordt tenietgedaan.
- Dat uittreksel vermeldt :
- a. de maatschappelijke benaming en de zetel van de vennootschap;
 - b. de datum van de beslissing en de rechter die ze heeft gewezen.".

welke vermeldingen moeten voorkomen niet alleen in het uittreksel uit de in kracht van gewijsde gegane of bij voorraad uitvoerbare rechterlijke beslissing waarbij de nietigheid van een statutenwijziging wordt uitgesproken, maar ook in het uittreksel uit de rechterlijke beslissing waarbij voornoemd bij voorraad uitvoerbare vonnis wordt tenietgedaan. De wet van 17 juli 1989 voorziet echter geenszins in die vermeldingen (1).

Voor de toepassing van die bepalingen van de gecoördineerde wetten op het economisch samenwerkingsverband kan evenmin als reden worden opgegeven dat dit samenwerkingsverband in de wet van 13 april 1995 een "vennootschap" wordt genoemd. In de parlementaire voorbereiding van die wet wordt immers aangegeven dat die benaming alleen "tot doel (heeft) de rechtszekerheid te verhogen en een juridische leemte weg te werken door de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek toepasselijk te verklaren op de E.S.V.". (2);

(1) Artikel 8, § 1, 7^o, van die wet bepaalt alleen dat overeenkomstig artikel 7 moet worden neergelegd en bekendgemaakt "het uittreksel uit de in kracht van gewijsde gegane of bij voorraad uitvoerbare rechterlijke beslissing waarbij de ontbinding of de nietigheid van het samenwerkingsverband of de nietigheid van wijzigingen in de oprichtingsovereenkomst wordt uitgesproken, alsook het uittreksel uit de rechterlijke beslissing waarbij het vorengenoemde bij voorraad uitvoerbare vonnis wordt tenietgedaan."

(2) Gedr. St., Senaat, Verslag namens de bijzondere commissie (handelsvennootschappen) uitgebracht door de heren Vandenberghe, Stroobant en Laverge, zitting 1994-1995, nr. 1086/2 (1993-1994), blz. 337.

Dat deze soort bepalingen niet in het voorontwerp van wet is opgenomen, valt des te meer op daar de stellers van het voorontwerp daarin wel plaats hebben ingeruimd voor artikel 182 van het ontworpen Wetboek dat de tekst overneemt van artikel 177sexies van de gecoördineerde wetten betreffende de gerechtelijke ontbinding van niet meer actieve vennootschappen (1);

- d) andere artikelen doen de landbouwvennootschap vallen binnen de werkingssfeer van bepalingen van de gecoördineerde wetten die niet uitdrukkelijk met betrekking tot die vennootschap worden vermeld, hetzij doordat de wet van 12 juli 1979 niet uitdrukkelijk naar de gecoördineerde wetten verwijst, hetzij doordat de wet van 12 juli 1979 zelf geen bepalingen bevat die met die van de gecoördineerde wetten overeenstemmen;

(1) Zie artikel 15 van het voorontwerp van wet. Volgens de commentaar bij dit artikel is het alleen nieuw voor de economische samenwerkingsverbanden. Sedert de samenwerkingsverbanden bij de wet van 13 april 1995 als vennootschappen worden erkend, staat niets eraan in de weg dat de mogelijkheid om een "slapende" vennootschap gerechtelijk te ontbinden tot die samenwerkingsverbanden wordt uitgebreid.

Dat is het geval met artikel 75, § 2, van het ontworpen Wetboek (1), waarin artikel 12, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wetten wordt overgenomen welk artikel geen equivalent heeft in de wet van 12 juli 1979 (2). Hetzelfde geldt voor artikel 73, tweede lid, van het ontworpen Wetboek (3), waarin de tekst wordt overgenomen van artikel 10, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten, dat evenmin een equivalent heeft in de wet van 12 juli 1979 (4);

(1) Artikel 75, § 2, van het ontworpen Wetboek luidt als volgt : "Het onderwerp van de akten die naar het voorschrift van de voorgaande paragraaf moeten worden neergelegd, wordt in de vorm van een mededeling in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad overeenkomstig de vorige artikelen bekendgemaakt."

(2) Zie inzonderheid artikel 11, derde en vierde lid, van die wet.

(3) Artikel 73 van het ontworpen Wetboek luidt als volgt :
"De bekendmaking geschiedt in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad, binnen vijftien dagen na de neerlegging, op straffe van schadevergoeding ten laste van de ambtenaren aan wie het verzuim of de vertraging te wijten is.

De Koning wijst de ambtenaren aan die de akten of de uittreksels zullen ontvangen en stelt de vorm en de vereisten voor de bekendmaking vast."

(4) Zie inzonderheid artikel 11, eerste en vierde lid, van die wet.

- e) Bij artikel 69 van het ontworpen Wetboek, dat betrekking heeft op de vermeldingen die in het uittreksel uit de oprichtingsakte van vennootschappen moeten voorkomen (1), worden kleine verschillen weggewerkt die tussen de onderscheiden soorten vennootschappen bestaan. Zo schrijft het eerste lid, 2°, voor dat het uittreksel uit de oprichtingsakte "de nauwkeurige aanduiding van de zetel van de vennootschap" moet bevatten. Die eis wordt in artikel 9, eerste lid, 4°, van de gecoördineerde wetten echter alleen ten aanzien van de naamloze vennootschap en de commanditaire vennootschap op aandelen geformuleerd. Hij is totaal nieuw wat de vennootschap onder firma en de gewone commanditaire vennootschap (2) betreft en hij is strenger dan de eis die thans geldt voor de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid en de coöperatieve vennootschap (3).

2° Bepalingen ter vereenvoudiging van bestaande regels.

9. Artikel 65 van het ontworpen Wetboek is een opmerkelijk voorbeeld van vereenvoudiging van bestaande regels. Het luidt als volgt :

-
- (1) Deze bepaling is van toepassing op alle vennootschappen, met uitzondering van de economische samenwerkingsverbanden.
- (2) Zie artikel 7, a), van de gecoördineerde wetten.
- (3) Zie artikel 7, b), 3°, van de gecoördineerde wetten, waarbij de vermelding van de zetel van de vennootschap zonder meer wordt geëist.

.../...

"Elke vennootschap moet een maatschappelijke benaming voeren, die verschillend is van deze van een andere vennootschap.

Indien de benaming gelijk is aan een andere of er zo zeer op lijkt dat er verwarring kan ontstaan, kan iedere belanghebbende die benaming doen wijzigen en, indien daartoe grond bestaat, schadevergoeding eisen.

Niettegenstaande elk daarmee strijdig beding, zijn de oprichters of, bij latere naamswijziging, de leden van het bestuursorgaan hoofdelijk gehouden jegens de belanghebbenden tot betaling van de schadevergoeding bedoeld in het tweede lid." (1).

Volgens de artikelsgewijze bespreking is "dit artikel geïnspireerd door de artikelen 19, 28, 106, 117 en 143 Venn. W. en door artikel 10 ESW." Het Verslag aan de Koning, zijnerzijds, is explicieter; daarin wordt het volgende gesteld :

"In Titel 4 (2) wordt over de benaming van de vennootschap gehandeld. In de loop der jaren heeft het eertijds belangrijke onderscheid tussen de firmanaam en de fantasienaam sterk aan belang ingeboet. Zulks was reeds duidelijk toen de wetgever in 1935 aan de P.V.B.A. de keuze liet tussen beide, en zodoende duidelijk maakte dat er geen band meer was tussen de persoonsnaam die men mocht gebruiken en het aansprakelijkheidsregime van de vennootschapssoort waarop men beroep deed. Het onderscheid werd zelf het voorwerp van sterke gewoontes "contra legem" : naamloze vennootschappen maken frequent gebruik van een firmanaam

(1) In de artikelsgewijze bespreking van het ontworpen Wetboek wordt geenszins aangegeven waar dat derde lid vandaan komt.

(2) Een titel die slechts één artikel bevat, artikel 65.

(contra art. 27 Venn. W.), terwijl vennootschappen onder firma gebruik maken van een fantasienaam (contra art. 15 Venn. W.).

Daarom wordt in het Wetboek nu gebruik gemaakt van het neutrale "maatschappelijke benaming".

De vordering tot vermijden van verwarring met betrekking tot het gebruik van een maatschappelijke benaming werd voorheen door de gecoördineerde wetten enkel geëxpliciteerd voor de N.V. (oud art. 28 Venn. W.) en de B.V.B.A. (oud art. 117 Venn. W.), maar heeft een algemene draagwijdte."

Kortom, in artikel 65 van het ontworpen Wetboek wordt het onderscheid tussen "firma(naam)" en "maatschappelijke benaming" opgeheven; krachtens dat artikel dient voortaan nog alleen met de term "maatschappelijke benaming" te worden gewerkt. Deze vereenvoudiging houdt een stilzwijgende wijziging in van verscheidene bepalingen van de gecoördineerde wetten, namelijk :

- voor de vennootschap onder firma, artikel 16 (1), dat trouwens niet in het ontworpen Wetboek wordt opgenomen;
- voor de gewone commanditaire vennootschap, artikel 19 (2), dat evenmin in het ontworpen Wetboek wordt opgenomen;

(1) "In de firma mogen alleen namen van vennoten voorkomen."

(2) "In de firma moet de naam van een of meer beherende vennoten voorkomen."

De naam van een stille vennoot mag niet voorkomen in de firma."

- voor de naamloze vennootschap, artikel 28 (1);
- voor de commanditaire vennootschap op aandelen, artikel 106 (2);
- voor de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, artikel 117 (3);

-
- (1) "De naamloze vennootschap wordt aangeduid met een bijzondere naam of door de vermelding van het doel van de onderneming.

Deze aanduiding moet verschillen van die van elke andere vennootschap.

Indien zij volkomen gelijk is aan een andere of er zozeer op lijkt dat er verwarring kan ontstaan, kan elke belanghebbende ze doen wijzigen en schadevergoeding eisen, indien daartoe grond bestaat."

- (2) "Die vennootschap heeft een firma waarin alleen de naam van een of meer aansprakelijke vennoten mag voorkomen. Een bijzondere naam of de vermelding van het doel van de onderneming mag eraan worden toegevoegd."

- (3) "De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid wordt aangeduid met een bijzondere naam of door vermelding van het doel van de onderneming; zij kan ook een firma hebben die de naam van een of meer vennoten bevat.

Deze aanduiding moet in ieder geval verschillen van die van elke andere vennootschap.

Indien zij volkomen gelijk is aan een andere of er zozeer op lijkt dat er verwarring kan ontstaan, kan elke belanghebbende ze doen wijzigen en schadevergoeding eisen, indien daartoe grond bestaat."

.../...

- voor de coöperatieve vennootschap, artikel 143 (1).

Overigens zou die vereenvoudiging er logischerwijze toe moeten leiden dat het ontworpen Wetboek geen enkele verwijzing naar de "firma(naam)" meer bevat. Dat is echter niet het geval : in verscheidene artikelen van het ontworpen Wetboek wordt die term nog gebruikt. Dat is het geval met de artikelen 2, § 4, tweede lid (2), 70, 70 (3),

(1) "De coöperatieve vennootschap bestaat niet onder een firma; zij wordt met een bijzondere benaming aangegeven. Deze benaming moet verschillen van die van enige andere vennootschap. Indien zij volkomen gelijk is aan een andere benaming of er zozeer op lijkt dat verwarring kan ontstaan, kan elke belanghebbende ze doen wijzigen en, indien daartoe grond bestaat, schadevergoeding eisen. De vennootschap moet uit ten minste drie personen bestaan."

(2) Artikel 2, § 4 van het ontworpen Wetboek luidt als volgt :

"De rechtspersoonlijkheid wordt slechts toegekend vanaf de neerlegging van het in artikel 68 bedoelde uittreksel.

Bij gebreke van de in het eerste lid bedoelde neerlegging, wordt de vennootschap die daden van koophandel tot doel heeft en noch een vennootschap in oprichting is, noch een tijdelijke handelsvennootschap of een stille handelsvennootschap, beheerst door de regels inzake de maatschap en, indien ze een firmanaam heeft, door artikel 204."

(3) Het uittreksel uit de oprichtingsovereenkomst van het economisch samenwerkingsverband bevat : "70 de aard en de waarde van de eventuele inbreng, alsmede de naam, handelsnaam of benaming van de inbrengende leden."

.../...

2 0 1 (1) , 2 0 7 , § 2 ,
tweede lid (2), 656, tweede lid (3) en 760, § 2, a), (4)
van het ontworpen Wetboek.

3º Bepalingen tot wijziging van de redactie van bestaande regels

10. Door vele bepalingen van het ontworpen Wetboek wordt de redactie van bestaande bepalingen gewijzigd, hetzij

-
- (1) "De vennootschap onder firma is een vennootschap die wordt aangegaan tussen hoofdelijk aansprakelijke vennoten en die tot doel heeft, onder een gemeenschappelijke naam, een burgerlijke activiteit of een handelsactiviteit uit te oefenen.". Dit artikel neemt artikel 15 van de gecoördineerde wetten over.
- (2) "Hij (de stille vennoot) is ook voor verbintenissen waaraan hij niet heeft meegewerkt, hoofdelijk aansprakelijk jegens derden, indien hij er een gewoonte van gemaakt heeft de zaken van de vennootschap waar te nemen of indien zijn naam in de firma voorkomt.". In dit lid wordt artikel 23, tweede lid, van de gecoördineerde wetten overgenomen.
- (3) Artikel 656 luidt als volgt :
- "In de maatschappelijke benaming van de vennootschap mag enkel de naam van één of meer beherende vennoten voorkomen.
- De stille vennoot die voor de vennootschap tekent, anders dan bij volmacht, of wiens naam in de maatschappelijke benaming voorkomt, wordt ten aanzien van derden hoofdelijk aansprakelijk voor de verbintenissen van de vennootschap.".
- (4) "de rechtsvorm, de naam of firma, het doel en de zetel van de vennootschappen die bij de inbreng betrokken zijn ...;".

.../...

door daaraan een of meer woorden toe te voegen of daaruit een of meer woorden weg te laten, hetzij door de formulering ervan al dan niet ingrijpend te wijzigen, terwijl die wijzigingen niet gewettigd lijken door de omstandigheid dat alle gecodificeerde bepalingen worden samengebracht. Zulke wijzigingen reiken verder dan de bij de wet verleende machtiging tot codificatie, zelfs al wordt de reikwijdte van de bepalingen in kwestie daardoor niet gewijzigd.

a) Toevoeging van een of meer woorden.

Door de toevoeging van een of meer woorden worden bestaande regels vaak gepreciseerd. Dat is het geval met artikel 758 van het ontworpen Wetboek dat bepaalt dat "de gemengde splitsing geschiedt overeenkomstig de afdelingen 1 en 2, al naargelang het gaat om een verkrijgende of een nieuwe vennootschap.". De woorden ", al naargelang het gaat om een verkrijgende of een nieuwe vennootschap" zijn toegevoegd. Door die toevoeging wordt de oorspronkelijke tekst van artikel 174/52, § 1, van de gecoördineerde wetten (1) gepreciseerd, wat een onaanvaardbare inhoudelijke wijziging vormt.

(1) Artikel 174/52, § 1 : "De rechtshandeling waarbij het gehele vermogen van een vennootschap, zowel de rechten als de verplichtingen, als gevolg van ontbinding zonder vereffening op een of meer bestaande vennootschappen en op een of meer door haar opgerichte vennootschappen overgaat tegen uitreiking aan de aandeelhouders of vennoten van de gesplitste vennootschap, van aandelen van de vennootschappen die delen in het gesplitste vermogen, geschiedt overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 174/26 tot 174/44 en de artikelen 174/45 tot 174/51.".

b) Weglating van een of meer woorden.

Meestal wordt door het weglaten van woorden de redactie van bestaande bepalingen minder zwaar. Dat is het geval met artikel 174 van het ontworpen Wetboek (1) waarin artikel 13quater, § 2, van de gecoördineerde wetten (2) wordt overgenomen, met dien verstande dat enige aanpassingen geschieden, zoals het weglaten van de woorden ", op grond van artikel 4 of van artikel 13ter, eerste lid, 1º of 2º," en de woorden "door de vennootschap of door een vennoot".

c) De vervanging van een of meer woorden.

Krachtens de bij wet verleende machtiging tot codificatie mag de Koning geen woorden vervangen om rekening te houden met het indirecte gevolg van een wijziging die is aangebracht in een wet die geen deel uitmaakt van de door Hem te codificeren regelingen. Deze opmerking geldt in het bijzonder voor artikel 493, vijfde lid, van het ontworpen

(1) "De nietigheid wegens vormgebrek van een vennootschap, kan aan derden niet worden tegengeworpen, ook niet bij wege van exceptie, tenzij ze is vastgesteld in een overeenkomstig artikel 173 bekendgemaakte rechterlijke beslissing."

(2) "De nietigheid wegens vormgebrek, op grond van artikel 4 of van artikel 13ter, eerste lid, 1º of 2º, van een vennootschap met rechtspersoonlijkheid, kan door de vennootschap of door een vennoot aan derden niet worden tegengeworpen, ook niet bij wege van exceptie, tenzij ze is vastgesteld in een overeenkomstig § 1 bekendgemaakte rechterlijke beslissing."

Wetboek (1). In deze bepaling wordt artikel 97 van de gecoördineerde wetten overgenomen, met dien verstande dat daarin de woorden "veertiende jaar" worden vervangen door de woorden "negenentwintigste jaar". Volgens de bespreking van het ontworpen artikel (2) bestaat het doel van die vervanging erin rekening te houden met de wijziging die is aangebracht in de bepaling die als basis heeft gediend voor het vaststellen van de termijn waarbinnen de hypothecaire inschrijving moet worden vernieuwd. Artikel 90, eerste lid, van de hypotheekwet van 16 december 1851, vervangen bij de wet van 10 oktober 1913 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1992 luidt immers als volgt : "De inschrijvingen houden de hypotheek en het voorrecht in stand gedurende dertig jaren te rekenen van de dag der inschrijving; zij houden op van kracht te zijn indien de inschrijvingen niet zijn

(1) "De inschrijving moet door de zorg en onder de verantwoordelijkheid van de bestuurders vernieuwd worden voor het einde van het negenentwintigste jaar. Doet de vennootschap de vernieuwing niet, dan heeft elke obligatiehouder het recht de inschrijving te vernieuwen.".

(2) "Dit artikel herneemt artikel 97 Venn. W. dat de hypothese betreft waarbij een hypotheek werd verleend tot zekerheid van een lening. Het bepaalt onder meer dat de vernieuwing van de inschrijving voor het einde van het veertiende jaar moet geschieden, overeenkomstig de regeling vervat in het oude artikel 90 van de hypotheekwet. Dit artikel werd echter gewijzigd door de Wet van 4 augustus 1992. Het vereist slechts een vernieuwing van de inschrijving op het einde van een termijn van dertig jaar. Artikel 493 heeft aldus artikel 97 Venn. W. aangepast in functie van deze wettelijke wijziging.".

vernieuwd voor het verstrijken van die termijn." (1). Die vervanging van woorden reikt echter verder dan de door de wet verleende machtiging tot codificatie, aangezien die machtiging de Koning niet de mogelijkheid biedt het feit te verhelpen dat de wetgever, toen hij de wet van 4 augustus 1992 heeft aangenomen, verzuimd heeft de termijn van artikel 97 van de gecoördineerde wetten in overeenstemming te brengen met de nieuwe termijn gesteld in artikel 90, eerste lid, van de hypotheekwet. Deze opmerking geldt tevens voor artikel 246, vijfde lid, van het ontworpen Wetboek betreffende de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

Krachtens de bij wet verleende machtiging tot codificatie mag de Koning evenmin de wettelijke benaming "tijdelijke handelsvereniging" vervangen door "tijdelijke handelsvennootschap". Bij ontstentenis van een door de wet verleende machtiging in die zin vergt die soort wijziging het optreden van de wetgever. De stellers van het voorontwerp hebben dat trouwens goed begrepen wat de wijziging van de wettelijke benaming van de "handelsvereniging bij wijze van deelneming" betreft. Het wekt dan ook verbazing dat zij in het onderhavige geval niet op dezelfde wijze te werk gaan.

Voorts hebben de stellers van het voorontwerp in dat voorontwerp de artikelen 263 en 528 van het ontworpen

(1) Vooraleer artikel 90 bij de wet van 4 augustus 1992 gewijzigd werd, schreef het een termijn van vijftien jaar voor.

Wetboek (1) opgenomen, die respectievelijk van toepassing zijn op de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid en de naamloze vennootschap. Die beide bepalingen bevatten een inhoudelijke wijziging die bestaat in de vervanging van de woorden "overtreding van de

-
- (1) Artikel 263 van het Wetboek van Vennootschappen, dat bij artikel 22 van het voorontwerp van wet in het voormeld Wetboek wordt ingevoegd, luidt als volgt :

"De zaakvoerders zijn, hetzij jegens de vennootschap, hetzij jegens derden, hoofdelijk aansprakelijk voor alle schade die het gevolg is van overtreding van de bepalingen van dit Wetboek of van de statuten van de vennootschap.

Ten aanzien van de overtredingen waaraan zij geen deel hebben gehad, worden zij van die aansprakelijkheid slechts ontheven indien hun geen schuld kan worden verweten en zij die overtredingen hebben aangeklaagd op de eerste algemene vergadering nadat zij er kennis van hebben gekregen."

Artikel 528 van het Wetboek van Vennootschappen, dat bij artikel 23 van het voorontwerp van wet in dat Wetboek wordt ingevoegd, luidt als volgt :

"De bestuurders zijn , hetzij jegens de vennootschap, hetzij jegens derden, hoofdelijk aansprakelijk voor alle schade die het gevolg is van overtreding van de bepalingen van dit Wetboek of van de statuten van de vennootschap.

Ten aanzien van de overtredingen waaraan zij geen deel hebben gehad, worden zij van die aansprakelijkheid slechts ontheven indien hun geen schuld kan worden verweten en zij die overtredingen hebben aangeklaagd op de eerste algemene vergadering nadat zij er kennis van hebben gekregen."

.../...

bepalingen van deze titel" (1) door de woorden "overtreding van de bepalingen van dit wetboek". De woorden "overtreding van de bepalingen van deze titel" hebben immers alleen betrekking op overtredingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, terwijl de woorden "overtreding van de bepalingen van dit wetboek" betrekking hebben op de overtredingen van niet alleen de gecoördineerde wetten maar ook van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek en van de overige wetten die in Boek II van het ontworpen Wetboek zijn overgenomen.

De stellers van het voorontwerp hebben echter uit het oog verloren dat dezelfde wijziging terug te vinden is :

- in artikel 408, tweede lid, van het ontworpen Wetboek, welk artikel - afgezien van de vervanging van de woorden "overtreding van de bepalingen van deze titel" (2) door de woorden "overtreding van de bepalingen van dit wetboek" - letterlijk de bewoordingen overneemt van artikel 62 van de gecoördineerde wetten waarnaar in artikel 158, 1^o, van diezelfde wetten wordt verwezen;

(1) Zie artikel 62, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, welke bepaling het volgende voorschrijft : "Zij (de bestuurders) zijn, hetzij jegens de vennootschap, hetzij jegens derden, hoofdelijk aansprakelijk voor alle schade die het gevolg is van overtreding van de bepalingen van deze titel of van de statuten van de vennootschap."

(2) Zie artikel 62, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, welke bepaling het volgende voorschrijft : "Zij (de bestuurders) zijn, hetzij jegens de vennootschap, hetzij jegens derden, hoofdelijk aansprakelijk voor alle schade die het gevolg is van overtreding van de bepalingen van deze titel of van de statuten van de vennootschap."

- in de artikelen 142 (1) en 144, eerste lid, 5° en 6° (2), van het ontworpen Wetboek betreffende de controle door de commissarissen.

-
- (1) Artikel 142 luidt als volgt : "De controle in vennootschappen, op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, ten aanzien van dit Wetboek en de statuten, van de in de jaarrekening weergegeven verrichtingen, wordt opgedragen aan één of meer commissarissen."

Hierbij komen de woorden "dit Wetboek" in de plaats van de woorden "deze titel" die worden gebruikt in artikel 64, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, dat het volgende voorschrijft : "De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van deze titel en van de statuten, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt aan één of meer commissarissen opgedragen."

- (2) Artikel 144, eerste lid, 5° en 6°, van het ontworpen Wetboek schrijft voor dat het verslag van de commissarissen betreffende de jaarrekening onder meer het volgende moet vermelden : "5° of de winstbestemming die aan de vergadering wordt voorgelegd, in overeenstemming is met de statuten en met dit Wetboek; 6° of zij kennis hebben gekregen van verrichtingen gedaan of beslissingen genomen met overtreding van statuten of van de bepalingen van dit Wetboek (...)" . Zoals in artikel 142 van het ontworpen Wetboek komen de woorden "dit Wetboek" in de plaats van de woorden "deze titel" die worden gebruikt in artikel 65, eerste lid, 5° en 6°, van de gecoördineerde wetten. Deze bepaling schrijft immers het volgende voor : "De commissarissen stellen met het oog op de algemene vergadering een omstandig schriftelijk verslag op, dat in het bijzonder vermeldt : 5° of de winstbestemming die aan de vergadering wordt voorgelegd, in overeenstemming is met de statuten en met deze titel; 6° of zij kennis hebben gekregen van verrichtingen gedaan of beslissingen genomen met overtredingen van statuten of van de bepalingen van deze titel (...)" .

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 819, tweede lid, en 860, tweede lid, van het ontworpen Wetboek (1), die respectievelijk betrekking hebben op de landbouwvennootschap en het economisch samenwerkingsverband.

d) Een al dan niet grondige herformulering.

-
- (1) Volgens de bespreking van artikel 819 neemt die bepaling artikel 24 van de wet van 12 juli 1979 tot instelling van de landbouwvennootschap over. In tegenstelling tot artikel 24, tweede lid, van die wet, waarbij een regeling van hoofdelijke aansprakelijkheid wordt ingevoerd in geval van "overtreding van de bepalingen van deze wet (dat wil zeggen de wet van 12 juli 1979 tot instelling van de landbouwvennootschap) of de statuten", luidt artikel 819, tweede lid, van het ontworpen Wetboek echter als volgt : "Zij (de beherende vennoten) zijn jegens derden hoofdelijk aansprakelijk voor alle schade die het gevolg is van een overtreding van de bepalingen van dit Wetboek of de statuten.".

Van artikel 860, zijnerzijds, wordt in de bespreking gesteld dat daarin artikel 12, § 3, van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden wordt overgenomen. In tegenstelling tot artikel 12, § 3, tweede lid, van die wet, waarbij een regeling van hoofdelijke aansprakelijkheid wordt ingevoerd in geval van "overtreding van de bepalingen van deze wet (dat wil zeggen van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden) of van de overeenkomst", luidt artikel 860, tweede lid, van het ontworpen Wetboek echter als volgt : "Zij (de zaakvoerders) zijn jegens derden hoofdelijk aansprakelijk voor alle schade die het gevolg is van een overtreding van de bepalingen van dit Wetboek of van de overeenkomst.".

.../...

De artikelen 696 (1) en 804 (2) van het ontworpen Wetboek zijn twee voorbeelden van een al dan niet grondige herformulering van bestaande bepalingen, in casu respectievelijk van artikel 174/3, § 3, van de

-
- (1) "De bestuursorganen van alle bij de fusie betrokken vennootschappen moeten hun eigen algemene vergadering, alsmede de bestuursorganen van alle andere bij de fusie betrokken vennootschappen op de hoogte stellen van elke belangrijke wijziging die zich in de activa en de passiva heeft voorgedaan sedert de datum van opstelling van het fusievoorstel.

De aldus geïnformeerde bestuursorganen brengen hun algemene vergaderingen op de hoogte van de ontvangen informatie.".

Zie ook de artikelen 709, 732 en 747 van het ontworpen Wetboek die op dezelfde wijze als dit artikel worden geherformuleerd.

- (2) "De aandelen kunnen slechts overgaan bij overlijden of overgedragen worden onder de levenden met toestemming van alle beherende vennoten enerzijds, en van de meerderheid van de stille vennoten anderzijds, en volgens de bepalingen van artikel 824.

Onder voorbehoud van meer beperkende bepalingen in de statuten, is deze toestemming niet vereist wanneer de aandelen overgaan bij overlijden of overgedragen worden onder de levenden :

- 1º aan een vennoot;
- 2º aan de echtgenoot van de overdrager;
- 3º aan de bloedverwanten in de rechte opgaande lijn;
- 4º van de bloedverwanten in de rechte nederdalende lijn en hun aanverwanten, met inbegrip van de adoptieve kinderen en de kinderen van de echtgenoot.".

.../...

gecoördineerde wetten (1) en van artikel 15 van de wet van

-
- (1) "Het bestuursorgaan van iedere overgenomen vennootschap moet de algemene vergadering van zijn vennootschap, alsmede het bestuursorgaan van de overnemende vennootschap en, in voorkomend geval, het bestuursorgaan van de andere overgenomen vennootschappen, op de hoogte stellen van elke belangrijke wijziging die zich in de activa en de passiva van het vermogen heeft voorgedaan tussen de datum van opstelling van het fusievoorstel en de datum van de algemene vergadering van iedere overgenomen vennootschap of de datum van de algemene vergadering van de overnemende vennootschap. Het bestuursorgaan van de overnemende vennootschap of van een overgenomen vennootschap dat die informatie heeft ontvangen, moet daarvan aan de algemene vergadering kennis geven.

Het bestuursorgaan van de overnemende vennootschap moet de algemene vergadering van zijn vennootschap, alsmede het bestuursorgaan van iedere overgenomen vennootschap, op de hoogte stellen van elke belangrijke wijziging die zich in de activa en de passiva van het vermogen heeft voorgedaan tussen de datum van opstelling van het fusievoorstel en de datum van de algemene vergadering van iedere overgenomen vennootschap die zich over de fusie moet uitspreken. Het bestuursorgaan van iedere overgenomen vennootschap dat die informatie heeft ontvangen, moet deze ter kennis brengen van de algemene vergadering."

.../...

12 juli 1979 tot instelling van de landbouw-vennootschap (1). Hoewel deze soort herformulering bewijst dat de stellers van het ontwerp naar duidelijkheid streven, valt ze daarom niet minder af te keuren in het licht van de machting tot codificatie.

Er wordt op gewezen dat vele onaanvaardbare herformuleringen in de artikelsgewijze bespreking van het ontworpen Wetboek worden voorgesteld als artikelen die "geïnspireerd" zijn door bestaande bepalingen. De stellers van het voorontwerp zullen er dan ook in het bijzonder voor moeten zorgen dat alle in die zin besproken bepalingen worden herzien.

4° Bepalingen waarbij nieuwe termen worden ingevoerd.

11. Sommige artikelen en opschriften van rubrieken van het ontworpen Wetboek bevatten termen die niet voorkomen in de geldende teksten die als basis voor de codificatie

(1) "Onder voorbehoud van meer beperkende bepalingen in de statuten, kunnen de aandelen slechts overgaan bij overlijden of overgedragen worden onder de levenden :

- aan een vennoot;
- aan de echtgenoot van de overdrager;
- aan de bloedverwanten in de rechte opgaande lijn;
- aan de bloedverwanten in de rechte nederdalende lijn en hun aanverwanten met inbegrip van de adoptieve kinderen en de kinderen van de echtgenoot.

Zij kunnen aan andere dan in het voorgaande lid bedoelde personen slechts overgaan of overgedragen worden met toestemming van alle beherende vennoten enerzijds en van de meerderheid van de stille vennoten anderzijds, volgens de bepalingen van artikel 26, § 1."

.../...

dienen. Die termen zijn dan ook nieuw en kunnen alleen worden ingevoegd door toedoen van de wetgever. Zulks is inzonderheid het geval met de volgende termen :

- de woorden "inbreng van goederen" en "inbreng van diensten" die worden gebruikt in artikel 842 (1), dat een herformulering vormt van artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 17 juli 1989 (2);
- de woorden "désignation commune" die worden gebruikt in de Franse tekst van de artikelen 47 (3) en 204 (4)

(1) "In de overeenkomst tot oprichting van het samenwerkingsverband kan worden bepaald dat de leden of sommigen onder hen verplicht worden tot een inbreng in geld of een inbreng van goederen of van diensten, hierna inbreng in natura genaamd."

(2) "In de overeenkomst kan worden bepaald dat de leden of sommigen onder hen verplicht zijn geld, goederen of diensten in te brengen."

(3) "La société momentanée est une société sans personnalité juridique qui a pour objet de traiter, sans désignation commune, une ou plusieurs opérations de commerce déterminées."

De Franse tekst van artikel 175, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, daarentegen, luidt als volgt : "L'association momentanée est celle qui a pour objet de traiter, sans raison sociale, une ou plusieurs opérations de commerce déterminées."

In de Nederlandse tekst van beide artikelen staat : "... zonder een firma te voeren ...".

(4) "Les associés en nom collectif sont solidaires pour tous les engagements de la société, encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu que ce soit sous la désignation commune."

De Franse tekst van artikel 17 van de gecoördineerde wetten, zijnerzijds, luidt als volgt : "Les associés en nom collectif sont solidaires pour tous les engagements de la société, encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu que ce soit sous la raison sociale." In de Nederlandse tekst van beide artikelen staat : "... , mits dit met de firma geschied is."

van het ontworpen Wetboek, in de plaats van de woorden "raison sociale";

- de woorden "gemengde splitsing" die gedefinieerd worden in artikel 675 (1) dat een herformulering inhoudt van artikel 174/52, § 1, van de gecoördineerde wetten (2) en die gebruikt worden in artikel 758 van het ontworpen Wetboek en in het opschrift van Boek XI, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 3 (3);
- het woord "quasi-inbreng" dat wordt gebruikt als opschrift van :
 - Boek VI, titel 2, hoofdstuk 2, afdeling 3, welke afdeling door de artikelen 220 tot 222 wordt gevormd;

(1) "Gemengde splitsing is de rechtshandeling waarbij het gehele vermogen van een vennootschap, zowel de rechten als de verplichtingen, als gevolg van ontbinding zonder vereffening op een of meer bestaande vennootschappen en op een of meer door haar opgerichte vennootschappen overgaat tegen uitreiking aan de vennoten van de ontbonden vennootschap van aandelen van de verkrijgende vennootschappen."

(2) "De rechtshandeling waarbij het gehele vermogen van een vennootschap, zowel de rechten als de verplichtingen, als gevolg van ontbinding zonder vereffening op een of meer bestaande vennootschappen en op een of meer door haar opgerichte vennootschappen overgaat tegen uitreiking aan de aandeelhouders of vennoten van de gesplitste vennootschap, van aandelen van de vennootschappen die delen in het gesplitste vermogen, geschiedt overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 174/26 tot 174/44 en de artikelen 174/45 tot 174/51."

(3) "Procedure bij gemengde splitsing".

- Boek VII, titel 2, hoofdstuk 1, afdeling 2, onderafdeling 3, welke onderafdeling door artikel 396 wordt gevormd;
- Boek VIII, titel 2, hoofdstuk 2, afdeling 3, welke afdeling door de artikelen 445 tot 447 wordt gevormd.

5° Het invoegen van nieuwe bepalingen.

12. In het ontworpen Wetboek worden twee soorten nieuwe bepalingen opgenomen :

- a) ten eerste, artikelen waarbij aan een specifieke regel algemene geldingskracht wordt verleend. Dat is het geval met artikel 664 van het ontworpen Wetboek, welk artikel het volgende bepaalt : "Onder voorbehoud van de bepalingen van dit boek, worden de vennootschappen met sociaal oogmerk beheerst door de bepalingen die van toepassing zijn op de vennootschapsvorm die zij hebben aangenomen.". Deze regel zit impliciet vervat in artikel 164bis, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, welk artikel het volgende bepaalt : "Het bijzonder verslag bedoeld in het 6° moet worden ingevoegd in het jaarverslag dat volgens de artikelen 77, 107, 137 en 158 moet worden opgesteld.".

Met deze soort bepaling wordt de machtiging tot codificatie overschreden;

- b) ten tweede, artikelen waarbij uitdrukkelijk een impliciete regel wordt gesteld die volledig kan worden afgeleid uit bestaande regels of uit de wil van de

wetgever zoals die uit de parlementaire voorbereiding blijkt.

Dat is het geval met de artikelen 669 (1), 773 (2) en 827 (3) van het ontworpen Wetboek, waarbij de werkings-

-
- (1) Artikel 669 van het ontworpen Wetboek bepaalt de werkingssfeer van Boek XI, betreffende de herstructurering van vennootschappen : "Dit boek is van toepassing op alle rechtspersonen die door dit Wetboek worden geregeld, behalve de landbouwvennootschappen en de economische samenwerkingsverbanden.". De werkingssfeer van dat Boek kan worden afgeleid uit enerzijds de huidige bepalingen van de gecoördineerde wetten, die alleen betrekking hebben op de vennootschappen die door die wetten worden geregeld, en anderzijds uit de wet van 12 juli 1979 tot instelling van de landbouwvennootschap en de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden, die geen enkele bepaling bevatten waarin naar de terzake relevante bepalingen van de gecoördineerde wetten wordt verwezen.
- (2) Artikel 773 van het ontworpen Wetboek bepaalt de werkingssfeer van boek XII, betreffende de omzetting van vennootschappen : "Dit boek is van toepassing op alle rechtspersonen die door dit Wetboek worden geregeld, behalve de landbouwvennootschappen en de economische samenwerkingsverbanden.". Dat artikel kan alleen vanuit formeel oogpunt als nieuw worden beschouwd. De daarin gestelde regel kan immers worden afgeleid uit de artikelen 165 tot 174 van de gecoördineerde wetten, die alleen betrekking hebben op de vennootschappen met rechtspersoonlijkheid, welke door de gecoördineerde wetten worden geregeld.
- (3) "De hoofdstukken 6 en 7 van Boek IV zijn niet van toepassing op landbouwvennootschappen.". In de bespreking van dat artikel wordt het volgende gesteld : "De hoofdstukken 6, 7 en 8 van Boek IV zijn niet van toepassing op landbouwvennootschappen. Uit de aard van de landbouwvennootschap volgt dat de bepalingen in verband met de jaarrekening, de geconsolideerde jaarrekening, de occasionele en semestriële informatie en de controle door commissarissen, niet op deze vennootschapsvorm van toepassing zijn.". Die bespreking is slecht gesteld : het zijn titel 6 en titel 7 van boek IV die niet op de landbouwvennootschap van toepassing zijn.

sfeer van een bepaald deel ervan wordt vastgesteld. Hetzelfde geldt voor artikel 759, eerste lid, van het ontworpen Wetboek (1), waarbij de regels worden gesteld die gelden voor een door een vennootschap verrichte inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak.

Het invoegen van zulke bepalingen is onontbeerlijk wegens de codificatie zelf, doordat de regels niet langer voorkomen in een afzonderlijke regeling maar in een geordend geheel van regelingen die ten opzichte van elkaar een plaats moeten krijgen teneinde dat geheel samenhangend te maken.

(1) Artikel 759 luidt als volgt :

"De door een vennootschap verrichte inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstak is onderworpen aan de bepalingen van deze titel.

De betrokken vennootschappen kunnen evenwel besluiten de inbreng van een bedrijfstak niet te onderwerpen aan de regeling omschreven in de artikelen 760 tot 762 en 764 tot 767; daarvan wordt melding gemaakt in de akte van inbreng. In dat geval heeft de inbreng niet de gevolgen bedoeld in artikel 763."

Het eerste lid is nieuw, doch alleen uit formeel oogpunt. De daarin vervatte regel kan immers impliciet worden afgeleid uit de artikelen 174/56 tot 174/61 van de gecoördineerde wetten, die de regels vaststellen welke van toepassing zijn op de inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstak.

Het eerste lid is slechts een inleiding tot titel 3. Het kan alleen van nut worden geacht in het licht van het tweede lid van artikel 759 waarin onderstreept wordt dat de in de voormelde titel vervatte regels aanvullend zijn.

Bijgevolg valt deze soort bepalingen niet buiten de door de wet verleende machtiging tot codificatie.

Dezelfde redenering gaat op voor de artikelen 94, 97, 141 en 145 van het ontworpen Wetboek die in het voorontwerp van wet een plaats hebben gekregen. Het was niet volstrekt noodzakelijk die bepalingen op te nemen in het voorontwerp van wet, aangezien de uitdrukkelijk gestelde regel een impliciete regel bevestigt die volledig voortvloeit uit de bestaande regels of uit de wil van de wetgever zoals die uit de parlementaire voorbereiding blijkt.

6° Het eenvormig maken van de terminologie.

13. Het eenvormig maken van de terminologie impliceert dat eenzelfde term wordt gekozen ter aanduiding van identieke zaken waarvoor tot nog toe verschillende termen werden gebruikt. Bij de keuze van de eenvormige term moet rekening worden gehouden met de vermoedelijke bedoelingen van de wetgever. Als de wetgever zijn bedoelingen niet duidelijk heeft geuit, behoort de Koning elke uniformisering te vermijden die de indruk zou wekken dat ze een politieke keuze inhoudt of dat ze gelijk staat met een inhoudelijke aanpassing van de te codificeren tekst.

Bij het eenvormig maken van de terminologie mag men echter :

.../...

- a) geen correcties aanbrengen om het feit te verhelpen dat termen worden gebruikt die verwarring kunnen stichten of niet geschikt lijken. Zo mag men in artikel 248 van het ontworpen Wetboek (1), dat artikel 99 van de

(1) "Op verzoek van de meest gereede belanghebbende wordt een lasthebber benoemd voor de vertegenwoordiging van de gezamenlijke obligatiehouders in de procedures tot zuivering of tot uitwinning van de bezwaarde goederen. De benoeming wordt gedaan door de voorzitter van de burgerlijke rechtbank van het arrondissement waar de vennootschap haar zetel heeft, nadat de vennootschap is gehoord.

De lasthebber is verplicht de bedragen die hij ontvangt ten gevolge van een procedure zoals omschreven in het vorige lid, binnen acht dagen in consignatie te geven bij het in het vorig artikel bedoelde agentschap.

De gelden, in de Consignatiekas gestort voor rekening van de obligatiehouders, kunnen opgevraagd worden op voorlegging van een betalingsopdracht op naam of aan toonder uitgegeven door de lasthebber en voor gezien getekend door de voorzitter van de rechtbank. De vereffening van de betalingsopdracht op naam geschiedt tegen kwijting van de rechthebbende; de opdrachten tot betaling aan toonder worden vereffend na door de lasthebber voor voldaan te zijn getekend.

De lasthebber kan geen betalingsopdracht uitgeven dan op vertoon van de obligatie. De lasthebber vermeldt op de obligatie voor welk bedrag hij opdracht tot betaling heeft gegeven."

.../...

gecoördineerde wetten (1) overneemt, de in artikel 99 gebruikte term "curator" niet vervangen door het woord "lasthebber", ook al geven de stellers van het ontwerp voor die vervanging als reden op dat de term "curator" tot verwarring kan leiden met de curator in het faillissement, bedoeld in de gecoördineerde wetten. Er kan evenmin worden aanvaard dat de stellers van het ontwerp in de Franse tekst de in artikel 99 gebruikte term "mandat" vervangen door de modernere uitdrukking "ordre de paiement", ook al geven ze voor die vervanging als reden op dat de term "mandat" verwijst naar de

-
- (1) "Op verzoek van de meest gereede belanghebbende wordt een curator benoemd voor de vertegenwoordiging van de gezamenlijke obligatiehouders in de procedures tot zuivering of tot uitwinning van de bezwaarde goederen. De benoeming wordt gedaan door de voorzitter van de burgerlijke rechtbank van het arrondissement waar de vennootschap haar zetel heeft, de vennootschap gehoord.

De curator is verplicht de bedragen die hij ontvangt terzake van een procedure als omschreven in het vorige lid, binnen acht dagen in consignatie te geven in het vorenbedoelde agentschap.

De gelden, in de Consignatiekas gestort voor rekening van de obligatiehouders, kunnen opgevraagd worden op voorlegging van een opdracht tot betaling op naam of aan toonder, uitgegeven door de curator en voor gezien getekend door de voorzitter van de rechtbank. De vereffening van de opdrachten tot betaling op naam geschiedt tegen kwijting van de rechthebbende; de opdrachten tot betaling aan toonder worden vereffend na door de curator voor voldaan te zijn getekend.

De curator kan geen opdracht tot betaling uitgeven dan op vertoon van de obligatie. De curator vermeldt op de obligatie voor welk bedrag hij opdracht tot betaling heeft gegeven."

.../...

opdrachten tot betaling en niet naar het mandaat dat aan de vertegenwoordiger van de obligatiehouders is opgedragen;

- b) een term die voor een welbepaalde vennootschapsvorm wordt gebruikt niet tevens gaan hanteren voor een andere vennootschapsvorm waarvoor die term tot nog toe nooit gebruikt is. Zo kan worden aanvaard dat voor de coöperatieve vennootschap de voorkeur wordt gegeven aan de term "aandelenregister" die voorkomt in artikel 147, vierde lid, van de gecoördineerde wetten, boven de term "register van de vennoten" die in de artikelen 150 en 152, § 2, van de gecoördineerde wetten wordt gebruikt. Er kan daarentegen niet worden aanvaard dat de term "aandelenregister" wordt gebruikt voor de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, aangezien geen enkele bepaling van de gecoördineerde wetten een verwijzing naar die term bevat en in die wetten de voorkeur wordt gegeven aan de term "register van vennoten" (1);
- c) de bestaande regels niet vereenvoudigen. Zo mag men de term "bijkantoor" niet verwarren met de uitdrukkingen "centrum van werkzaamheden" en "vestiging in België". Het begrip "bijkantoor/succursale" kan worden gedefinieerd als "un établissement secondaire faisant des opérations pour le compte d'un établissement principal sous la haute direction duquel il se trouve, mais ayant une administration, de rang inférieur, distincte de

(1) Zie de artikelen 125, eerste lid en tweede lid, en 128bis, § 5, van de gecoördineerde wetten.

celle de la maison-mère" (1). Het begrip "centrum van werkzaamheden/siège quelconque d'opération" verwijst zijnerzijds naar "une installation moins importante que la succursale" (2).

Bijgevolg kan niet worden aanvaard dat :

- in artikel 81 van het ontworpen Wetboek, welke bepaling artikel 198, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten overneemt, de woorden "of centrum van werkzaamheden" weggelaten worden;
 - in artikel 87 van het ontworpen Wetboek, welke bepaling artikel 198, § 6, van de gecoördineerde wetten overneemt, de woorden "bijkantoor in België" in de plaats komen van de woorden "vestiging in België".
- d) aan bestaande bepalingen geen precisering toevoegen. Zo mag in de artikelen 218, 394 en 443 van het ontworpen Wetboek niet worden gepreciseerd dat onder inbreng in natura wordt verstaan : inbreng anders dan in geld, welke slechts in aanmerking komt voor vergoeding met aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, wanneer het bestaat uit vermogensbestanddelen die naar economische maatstaven kunnen worden

(1) Répertoire pratique de droit belge, v^o Sociétés anonymes, blz. 677, nr. 3.074.

(2) Ibidem, nr. 3.075.

gewaardeerd, met uitsluiting van verplichtingen tot het verrichten van werk of diensten (1).

- 7° het in overeenstemming brengen van de Nederlandse en de Franse versie van de gecodificeerde wetsbepalingen.

14. Het in overeenstemming brengen van de Nederlandse en de Franse tekst van de gecodificeerde wetsbepalingen behoort in principe tot de bevoegdheid van de

(1) Die drie artikelen zijn nagenoeg identiek. Zo luidt artikel 443, bij voorbeeld, als volgt : "Inbreng anders dan in geld, komt niet in aanmerking voor vergoeding met aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, tenzij zij bestaat uit vermogensbestanddelen die naar economische maatstaven kunnen worden gewaardeerd, met uitsluiting van verplichtingen tot het verrichten van werk of van diensten. Deze inbreng wordt inbreng in natura genoemd.". In de bespreking van dat artikel wordt het volgende gesteld : "Dit artikel herneemt § 3 van artikel 29 Venn.W., doch wijzigt een aantal begrippen. Het preciseert dat een inbreng anders dan in geld "inbreng in natura" wordt genoemd en bepaalt wat daaronder moet worden begrepen. De tekst van de vennootschappenwet gebruikt nu eens de uitdrukking "inbreng in natura" (bijvoorbeeld in artikel 29, § 3), dan weer de uitdrukking 'inbreng die niet in geld bestaat' (bijvoorbeeld in artikel 29bis), terwijl hij in twee gevallen hetzelfde wil aanduiden. In het Wetboek wordt deze terminologie eengemaakt.".

wetgever aangezien de beide teksten gelijkelijk authentiek zijn (1).

In het kader van de eenmaking van de terminologie en met het oog op een eenvormige presentatie kan nochtans worden aanvaard dat de Koning ter gelegenheid van de codificatie discrepanties wegwerkt als er duidelijke redenen bestaan om de ene tekst boven de andere te verkiezen. Afgezien van het corrigeren van louter materiële of manifeste onjuistheden, dient het afstemmen van de ene tekst op de

-
- (1) Vergelijk het advies L. 22.895/1 dat op 19 mei 1994 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen" :

"2.2.2. In de coördinatie worden een aantal discordanties tussen de Nederlandse en de Franse tekst van bepalingen van de wet van 9 augustus 1963 weggewerkt. Daarbij wordt dan telkens de voorkeur gegeven aan de ene tekst boven de andere. Men weet echter dat de beide teksten gelijkelijk authentiek zijn en dat, wanneer de ene tekst op de andere wordt afgestemd, zulks dient te gebeuren - het corrigeren van louter materiële of manifeste onjuistheden buiten beschouwing gelaten - op grond van aanwijzingen omtrent de vermoede wil van de wetgever, zoals die onder meer kunnen voorkomen in de parlementaire voorbereiding van de betrokken bepalingen.

In de coördinatie worden op die wijze een aantal discordanties tussen de Nederlandse en de Franse tekst van de wet van 9 augustus 1963 weggewerkt. Voor sommige van die correcties is het niet of minder duidelijk waarom de ene versie boven de andere de voorkeur verdient en komt die voorkeur neer op een inhoudelijke wijziging van althans één van de versies van de wet, wat een bijkomende reden uitmaakt voor een bekrachtiging van de coördinatie door de Wetgevende Kamers."

.../...

andere te gebeuren op grond van aanwijzingen omtrent de vermoede wil van de wetgever, zoals die onder meer kunnen voorkomen in de parlementaire voorbereiding van de betrokken bepalingen. In dat perspectief kan worden aanvaard dat :

- in de Nederlandse tekst van artikel 52 van het ontworpen Wetboek de tekst van artikel 1863 van het Burgerlijk Wetboek "licht gewijzigd" wordt "teneinde hem te doen overeenstemmen met de Franse versie" (1). In concreto komen de woorden "wanneer de vennootschap een burgerlijk doel heeft" in de plaats van de woorden "wanneer de vennootschap naar burgerlijk recht is opgericht", terwijl de woorden "wanneer zij een handelsdoel heeft" in de plaats komen van de woorden "wanneer zij naar handelsrecht is opgericht". De vervanging van die woorden kan worden aanvaard, aangezien men de tekst van artikel 1863 van het Burgerlijk Wetboek in verband brengt met artikel 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen dat de nadruk legt op het doel van de vennootschap (de uitoefening van een handelsactiviteit of van een burgerrechtelijke activiteit).

Telkens wanneer er geen duidelijke redenen zijn om de ene tekst boven de andere te verkiezen, staat het afstemmen van de ene tekst op de andere daarentegen gelijk met het wijzigen van de inhoud van op zijn minst één versie

(1) Zie de bespreking van artikel 52 van het ontworpen Wetboek.

van de wet, in welk geval de bepaling in kwestie moet worden opgenomen in het voorontwerp van wet.

Meer in het algemeen stelt de door de wetgever verleende machtiging tot codificatie de Koning niet in staat de overeenstemming van de gebruikte termen te verbeteren of in één taal een geschiktere term te kiezen dan die welke in de andere taal wordt gebruikt. Zo kan niet worden aanvaard dat in de Franse tekst van artikel 86, § 1, van het ontworpen Wetboek de woorden "bons de commande" worden gebruikt in de plaats van de woorden "notes de commande" die voorkomen in artikel 198, § 5, van de gecoördineerde wetten en overeenstemmen met het woord "orders" in de Nederlandse tekst (1). Daarentegen hebben de stellers van het voorontwerp voor de vervanging van het begrip "eigen vermogen" door het uit juridisch oogpunt exactere begrip "netto-actief" terecht plaats ingeruimd in artikel 57 van het wetsontwerp.

8° Het weglaten van bestaande bepalingen.

15. Blijkbaar zijn wetsbepalingen uit het ontworpen Wetboek weggelaten zonder dat zulks aangegeven wordt en

(1) Overigens dient erop te worden gewezen dat in de inleidende zin van artikel 78 van het ontworpen Wetboek de woorden "notes de commande" behouden zijn gebleven.

zonder dat daarvoor een reden opgegeven wordt (1). Dat is inzonderheid het geval met de volgende artikelen :

- artikel 1832, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek;

(1) Voor sommige weglatingen wordt weliswaar een uitleg gegeven. Zo wordt in het Verslag aan de Koning uiteengezet waarom de artikelen 1835 tot 1841 van het Burgerlijk Wetboek niet in het ontworpen Wetboek zijn overgenomen :

"Boek II bevat woordelijk de bepalingen uit het Burgerlijk Wetboek die betrekking hebben op het vennootschapscontract. Deze bepalingen vinden toepassing op alle vennootschappen, behoudens wanneer er in de volgende boeken van wordt afgeweken.

De artikelen 1835-1841 worden niet uit het Burgerlijk Wetboek overgenomen : zij betreffen de algemene en de bijzondere vennootschap en hadden zelfs in 1804 nauwelijks nog enige betekenis (zie Troplong, *Commentaire du contrat des sociétés au matière civile et commerciale*, Brussel, Meline Cans en Cie, 1843, nr. 263-266, p. 105 en 106).

Sedertdien zijn ze in onbruik geraakt.

De creatie van het economisch samenwerkingsverband compenseert de afschaffing van deze bepalingen ruimschoots (vgl. J.C. SCHOLSEM, "La notion du bénéfice dans le contrat de société", R.P.S., 1969, p.211). Overigens zal boek II ook van toepassing zijn op de economische samenwerkingsverbanden die sedert de wet van 13 april 1995 als vennootschappen worden beschouwd.

Bepalingen uit het Burgerlijk Wetboek betreffende het vennootschapscontract die enkel gelden voor de vennootschap die de vorm van een handelsvennootschap niet heeft aangenomen, werden in boek III opgenomen."

.../...

- artikel 14 van de gecoördineerde wetten (1);
- artikel 5, tweede en derde zin, van de wet van 12 juli 1979 tot instelling van de landbouwvennootschap (2), alsook artikel 9, eerste lid, tweede zin, van diezelfde wet (3);
- artikel 2, § 1, 3°, van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden (4).

Alleen de wetgever mag zulke bepalingen uit de codificatie houden.

-
- (1) "De tijdelijke handelsverenigingen en de handelsverenigingen bij wijze van deelneming zijn niet onderworpen aan de formaliteiten die voor de vennootschappen zijn voorgeschreven.". De reden waarom deze bepaling niet in het ontworpen Wetboek is opgenomen bestaat daarin dat boek IV van het ontworpen Wetboek, waarin de formaliteiten worden vermeld die voor de vennootschappen voorgeschreven zijn, alleen van toepassing is op de vennootschappen met rechtspersoonlijkheid, zodat de tijdelijke handelsverenigingen en de handelsverenigingen bij wijze van deelneming bij ontstentenis van enige uitdrukkelijke bepaling in die zin, automatisch van die formaliteiten zijn vrijgesteld.
- (2) "Het aantal vennoten moet ten minste twee bedragen. Echtgenoten kunnen zonder medewerking van derden een landbouwvennootschap oprichten of vennoot zijn in een dergelijke vennootschap onder voorbehoud van naleving van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de overeenkomsten tussen echtgenoten.".
- (3) "Evenwel is een authentieke akte vereist bij inbreng van onroerende goederen of onroerende zakelijke rechten.".
- (4) "Het samenwerkingsverband : ... 3° mag voor zichzelf geen winst nastreven;".

.../...

B. De problemen omtrent de vorm

De Raad van State heeft het ontworpen Wetboek niet onderzocht; hij acht het echter nuttig om de stellers van het voorontwerp nu reeds te wijzen op de noodzaak om enerzijds de wetgevingstechnische regels in acht te nemen en om anderzijds toe te zien op de overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse versie.

1° Inachtneming van de wetgevingstechnische regels.

a) De indeling van de artikelen.

Er is geen reden voor een indeling in paragrafen wanneer ze slechts uit één enkel lid bestaan. Telkens wanneer een artikel in paragrafen is onderverdeeld, terwijl ze slechts uit één enkel lid bestaan, behoort derhalve het paragraafteken te vervallen, waardoor die paragrafen leden worden (1). Er dient rekening te worden gehouden met het feit dat deze schrapping een mogelijke aanpassing vereist van de verwijzingen naar één van die paragrafen, welke verwijzingen aldus moeten worden vervangen door een verwijzing naar het overeenstemmende lid (2).

(1) Zie inzonderheid de artikelen 68, 75, 86, 91, 93, 119, 122, 135, 234, 235, 328, 340, 463, 466, 470, 504, 607, 624, 661 (uitsluitend voor de Franse versie), 693, 701, 706, 712, 719, 724, 728, 738, 743, 744, 764, 805, 806 en 853, van het ontworpen Wetboek.

(2) Zie bijvoorbeeld artikel 234 van het ontworpen Wetboek.

Is er behoefte aan genummerde onderdelen in een volzin, dan gebruike men daarvoor de tekens 1^o, 2^o, 3^o, enz., eventueel verder onderverdeeld in a), b), c), enz. (1).

Wanneer een artikel slechts éénmaal dient te worden onderverdeeld, geniet de indeling in 1^o, 2^o, 3^o de voorkeur boven die in a), b), c) (2) of die in streepjes (3). Wanneer een tweeledige onderverdeling noodzakelijk is, is het trouwens gebruikelijk eerder met a), b), c) te werken dan met streepjes (4), teneinde het verwijzen te vergemakkelijken.

b) De nummering van de onderverdelingen.

De nummering van boeken, titels, hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen geschiedt met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers, met uitzondering van de eerste onderverdeling in de Franse versie die als volgt luidt: "Livre premier", "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première", "Sous-section première". Wanneer echter in de Franse tekst van het ontworpen Wetboek naar die eerste

-
- (1) Zie bijvoorbeeld de artikelen 81 en 82 van het ontworpen Wetboek.
- (2) Zie inzonderheid de artikelen 173, tweede lid, 693, § 2, 706, § 2, 719, § 2, 728, § 2, 743, § 2, 746, derde lid, 760, § 2, 774 en 864 van het ontworpen Wetboek.
- (3) Zie inzonderheid de artikelen 68, § 2, 115 en 771, § 1, van het ontworpen Wetboek.
- (4) Zie inzonderheid artikel 74, 6^o, van het ontworpen Wetboek.

.../...

onderverdeling wordt verwezen, schrijve men: "Livre 1er", "Titre 1er", "Chapitre 1er", "Section 1re", "Sous-section 1re".

Voor de nummering van de paragrafen gebruike men hoofdtelwoorden in Arabische cijfers. In de Franse tekst wordt de eerste paragraaf echter als volgt geschreven : "§ 1er" (1).

c) De interne verwijzingen.

Wanneer in het ontworpen Wetboek, in eenzelfde boek, eenzelfde titel of eenzelfde hoofdstuk naar dat Wetboek, boek, titel of hoofdstuk wordt verwezen, schrijve men in de Franse tekst : "du présent code", "du présent livre", "du présent titre", enz. en niet "de ce Code" (2), "de ce livre" (3), "de ce titre" (4), enz. (5).

(1) Zie inzonderheid de artikelen 442, 585, 622, 698, 699, 705, 711, 716, 717, 722, 726, 735, 736, 740, 742, 750, 751, 755, 756, 767 en 834 van het ontworpen Wetboek.

(2) Zie bijvoorbeeld artikel 669 van het ontworpen Wetboek.

(3) Zie bijvoorbeeld de inleidende zin van artikel 670 van het ontworpen Wetboek.

(4) Zie bijvoorbeeld het opschrift van hoofdstuk 3 van boek IV, titel 6, dat de artikelen 122 tot 125 van het ontworpen Wetboek omvat.

(5) Zie inzonderheid de Franse tekst van de artikelen 94 en 97 waarin de woorden "Cette section" en "Cette sous-section" gebruikt worden, die moeten worden vervangen door de woorden "La présente section" en "La présente sous-section".

Een verwijzing naar "het vorige artikel" (1), "de vorige artikelen" (2), "de vorige paragraaf" (3), "het vorige lid" (4) behoort eveneens te worden vermeden; in die gevallen dient het nummer van het artikel, de paragraaf of het lid te worden vermeld.

Wanneer naar een welbepaald lid wordt verwezen, schrijve men in de Franse tekst : "l'alinéa 1er" en niet "l'alinéa 1" (5), "l'alinéa premier" (6) of "le premier alinéa" (7), en vervolgens "alinéa 2", enz. Bovendien schrijve men niet : "het 1^o" maar "het eerste lid, 1^o" (8).

-
- (1) Zie de artikelen 207, § 2, eerste lid; 446; 481, eerste lid, 1^o; 507, eerste lid; 575, eerste lid; 614, eerste lid; 621 (inleidende zin); 628; 805, § 1 en 825.
- (2) Zie inzonderheid de artikelen 74 en 75 van het ontworpen Wetboek.
- (3) Zie artikel 607, § 2, 1^o.
- (4) Zie de artikelen 103, tweede lid; 445, tweede lid; 447, derde lid; 471, derde en vierde lid; 510, vierde lid, 583, vierde lid; 586, tweede lid; 602, vijfde lid, 604, derde lid, 609, § 1, tweede lid, 618, derde lid; 627, tweede lid, 631, § 1, tweede lid; 633, derde lid; 663, derde lid; 668, § 3, tweede lid, 800, 2^o; 806, § 2 en 830, 2^o.
- (5) Zie bijvoorbeeld de Franse tekst van artikel 261, derde lid, van het ontworpen Wetboek.
- (6) Zie bijvoorbeeld de Franse tekst van de artikelen 149, § 1, tweede lid en 265, tweede lid, van het ontworpen Wetboek.
- (7) Zie de Franse tekst van artikel 150, derde lid, van het ontworpen Wetboek.
- (8) Zie artikel 196, tweede lid, van het ontworpen Wetboek.

.../...

Wanneer naar een welbepaalde paragraaf wordt verwezen, schrijve men in de Franse tekst : "le § 1er", "le § 2", "le § 3" en niet "le § 1" of "le paragraphe 1" (1) of "le paragraphe 1er" (2).

d) Het correcte taalgebruik.

In de gecoördineerde wetten wordt soms de voltooid tegenwoordig toekomstende tijd gebruikt, soms de voltooid tegenwoordige tijd en dan weer eens de onvoltooid tegenwoordige tijd. Voor de codificatie is het wenselijk het gebruik van die verschillende tijden te vervangen door één enkele tijd, die in beginsel overeenstemt met de onvoltooid tegenwoordige tijd. Dit geldt in het bijzonder voor een reeks regels die één geheel vormen, zoals de strafbepalingen van het ontworpen Wetboek.

Er valt overigens op te merken dat het ontwerp heel wat onnauwkeurigheden bevat inzake interpunctie (3) en spelling. Zo zijn een aantal woorden niet correct

(1) Zie bijvoorbeeld de Franse tekst van de artikelen 442, § 2, en 585, § 2, van het ontworpen Wetboek.

(2) Zie bijvoorbeeld de Franse tekst van artikel 107, § 3, van het ontworpen Wetboek.

(3) Zie in de Franse versie van het ontworpen Wetboek : bijvoorbeeld de artikelen 74, 6^o; 151, 2^o (er dient een komma te staan tussen de woorden "de la comptabilité" en de woorden "des comptes annuels").

geschreven (1) en worden de hoofdletters niet naar behoren gebruikt (2). Correcties in dat verband zijn uitermate nodig.

(1) Men schrijve bijvoorbeeld in de Franse tekst :

- "exception" in plaats van "exemption" (zie de inleidende zin van artikel 151 van het ontworpen Wetboek);
- "informations" in plaats van "information" (zie artikel 151, 2^o, van het ontworpen Wetboek);
- "à son égard" in plaats van "a son égard" (artikel 233 van het ontworpen Wetboek);
- "à la requête" in plaats van "a la requête" (artikel 344, tweede lid, van het ontworpen Wetboek).

Bovendien is het woord "reviseur" dat onder andere gebruikt wordt in de Franse tekst van de artikelen 151 tot 154 van het ontworpen Wetboek, niet in het woordenboek opgenomen. In plaats daarvan dient het woord "réviseur" te worden gebruikt.

(2) Voor de regels inzake het gebruik van de hoofdletters, zie Chr. LAMBOTTE, Technique législative et codification, Brussel, Story-Scientia, 1988, blz. 100-104. Men schrijve bijvoorbeeld :

- "Banque nationale de Belgique" in de Franse tekst, in plaats van "Banque Nationale de Belgique" (artikelen 106 en 129 van het ontworpen Wetboek);
- "voorzitter van de rechtbank van koophandel" (zoals in artikel 344, tweede lid, van het ontworpen Wetboek) in plaats van "Voorzitter van de Rechtbank van Koophandel" (artikel 130 van het ontworpen Wetboek).

.../...

- 2° De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse versie.

In verschillende artikelen van het ontworpen Wetboek loopt de overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse versie mank. Dit geldt inzonderheid voor :

- de Franse versie van artikel 91, § 2, waarin de woorden "à un an" en "dans un but frauduleux" werden weggelaten;
- de Nederlandse versie van artikel 103, eerste lid, waarin "de griffie van de rechtbank van koophandel" in het enkelvoud wordt gebruikt, terwijl in de Franse versie het meervoud staat, namelijk "les greffes des tribunaux de commerce";
- artikel 126, § 1, 1°, waarin in de Nederlandse versie sprake is van "artikel 92, § 1, tweede lid", terwijl in de Franse versie verwezen wordt naar "l'article 92, § 2, alinéa 2";
- artikel 126, § 2, eerste lid, waarin voor de Nederlandse versie het enkelvoud "hij" wordt gebruikt, terwijl in de Franse versie het meervoud "ceux" staat;
- artikel 140, tweede lid, dat in de Nederlandse versie verwijst naar de "bepalingen van dit Wetboek", terwijl het in de Franse versie verwijst naar de "dispositions du présent livre";

.../...

- de tweede zin van artikel 143, in zoverre in de Nederlandse versie geschreven staat : "Met het oog daarop overhandigt het bestuursorgaan van de vennootschap hen de nodige stukken, en dit tenminste één maand vóór het verslag volgens dit Wetboek moet voorgelegd worden", terwijl de Franse versie bepaalt : "A cet effet, l'organe de gestion de la société leur remet les pièces, un mois avant l'expiration du délai légal dans lequel le rapport doit être présenté".

Die onnauwkeurigheden behoren te worden weggewerkt.

Algemene conclusies

De redactie van dit voorontwerp doet in hoofdzaak drie problemen rijzen :

- a) het is niet conform de grondwettelijke regels dat de wetgever zich formeel inlaat met de redactie van een ontworpen koninklijk besluit, te meer daar dat besluit zelf nog voor wijzigingen vatbaar is;
- b) hoewel de artikelen van hoofdstuk I van het voorontwerp van wet geen uitdrukkelijke wijzigingen aanbrengen in de bestaande bepalingen, doen ze dit evenwel op impliciete wijze. Daaruit vloeit een ernstig gebrek aan doorzichtigheid voort;

.../...

- c) heel wat bepalingen uit het ontworpen Wetboek van vennootschappen dat gevoegd is bij het voorontwerp van wet, vallen buiten de machtiging die bij artikel 110 van de wet van 13 april 1995 aan de Koning is verleend, maar zijn evenwel niet opgenomen in het voorontwerp van wet.

Om deze problemen te ondervangen en gelet op het feit dat de stellers van het voorontwerp het inopportuun achten om de vooropgestelde wijzigingen door te voeren via de formele wijziging van de bestaande wetten, zou het eenvoudiger zijn en ook meer conform de grondwettelijke beginselen, om hetzij een codificatie door de wetgever te laten uitvoeren, hetzij de wettelijke machtiging tot codificatie uit te breiden, teneinde de Koning te machtigen aan de bestaande bepalingen alle noodzakelijke wijzigingen ten gronde aan te brengen om aldus ontstaan te geven aan een logisch, goed gestructureerd en samenhangend Wetboek (1).

Gelet op het belang van de aangelegenheid en op de moeilijkheid om een mogelijke wettelijke machtiging tot codificatie af te bakenen, die de Koning de mogelijkheid zou bieden de bestaande bepalingen ten gronde te wijzigen, is een codificatie door wetgever verkieslijker. Deze codificatie zou naar de vorm kunnen worden afgestemd op die van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

-
- (1) Teneinde de Wetgevende Kamers de mogelijkheid te bieden de wetgevende procedure in de hand te houden, kan de mogelijke uitbreiding van de machtiging, zoals daarin is voorzien door artikel 110, § 4, van de wet van 13 april 1995, natuurlijk wel gekoppeld worden aan het afhankelijk stellen van de inwerkingtreding van het koninklijk codificatiebesluit van de bekrachtiging ervan door de Wetgevende Kamers, zodat zij in voorkomend geval elke bepaling van het besluit kunnen wijzigen, waar zij het niet mee eens zijn.

Indien een wetsontwerp houdende het Wetboek van vennootschappen wordt opgesteld, zou het noodgedwongen aangelegenheden regelen zoals bedoeld in de artikelen 77 en 78 van de Grondwet. Gelet op de aard zelf van het codificeren, zal het in voorkomend geval noodzakelijk zijn om alle bepalingen van het Wetboek van vennootschappen in één enkel instrument te behouden waarvan voor sommige artikelen de goedkeuringsprocedure toepasselijk op de aangelegenheden bedoeld in artikel 77 van de Grondwet wordt gevolgd, en voor de overige artikelen de goedkeuringsprocedure toepasselijk op de aangelegenheden bedoeld in artikel 78 van de Grondwet (1). In een inleidende bepaling zouden dan enerzijds de artikelen van het ontwerp worden aangegeven die een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 regelen, en anderzijds de artikelen die een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 regelen.

(1) Zie, in diezelfde zin, advies van de Raad van State, L. 24.111/AG/2/V van 11 september 1995 (vakantiekamer) en van 10 oktober 1995 (algemene vergadering) betreffende een wetsontwerp "tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur
chef de section. La note du
Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. P. BROUWERS, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J. REGNIER, eerste
auditeur afdelingshoofd. De no-
ta van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. P. BROUWERS, adjunct-refe-
rendaris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée
sous le contrôle de M. J.-J.
STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS